

NUMÉRISATION DES IMPÔTS

La DGI entre dans l'ère numérique

Le président de la République a ordonné la concrétisation du projet de numérisation dans le secteur des finances dans un délai maximal de 6 mois. Les impôts sont un point nodal de cette mue, car la numérisation des impôts va apporter de la valeur ajoutée, en simplifiant les procédures et en faisant entrer définitivement les contribuables dans l'écosystème de la déclaration électronique, du paiement numérique et des documents dématérialisés.

P 3



Technologie de l'industrie des drones
«Le taux d'intégration
en Algérie a atteint
les 60%»

P4

Le pétrole continue de monter
**Le Brent à plus
de 85 dollars**

P5

Capital-risque
Les investissements dans
les start-up africaines
ont chuté de 57%

P16

Algérie-Jordanie
**Renforcer la
coopération
bilatérale**

P 16

D'une valeur de plus de 51 millions
de DA

**Près de 400 tonnes de
marchandises saisies
en dix jours**

Près de 400 tonnes de marchandises, d'une valeur globale supérieure à 51 millions de DA, ont été saisies, au cours des dix premiers jours du mois de Ramadhan, par les agents du contrôle et de la répression de la fraude relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

P2

Indice des prix à la consommation
**Tendance à la hausse
en février**

L'Indice des prix à la consommation (IPC) a poursuivi sa tendance haussière durant le mois de février par rapport au mois de janvier 2023, selon l'Office nationale des statistiques (ONS). En effet, l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une hausse de 1,1% en février 2023 par rapport au mois précédent, soit une variation plus importante que celle relevée au même mois de l'année écoulée.

P 5

Industrie électrique
**Réduction de 30% des
importations grâce
aux entreprises
nationales**

Les entreprises industrielles activant dans le domaine de l'industrie électrique ont contribué à l'augmentation de la production locale et à réduire les importations de 30%, a affirmé ce mardi à Alger le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

P 5

D'UNE VALEUR DE PLUS DE 51 MILLIONS DE DA

Près de 400 tonnes de marchandises saisies en dix jours

Près de 400 tonnes de marchandises, d'une valeur globale supérieure à 51 millions de DA, ont été saisies par les agents du contrôle et de la répression de la fraude relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, au cours des dix premiers jours du mois de Ramadhan.

Par R E

VIGNETTE AUTOMOBILE Le délai d'acquiescement prolongé

La période légale acquiescement de la vignette automobile pour l'année 2021, fixée initialement au 2 avril au 31 mars, vient d'être prorogée à titre exceptionnel, au dimanche 30 avril, a annoncé aujourd'hui la Direction générale des impôts (DGI).

Cette mesure optionnelle a été décidée afin de faciliter aux citoyens l'acquisition de la vignette automobile, a précisé la DGI dans un communiqué, tout en rappelant que les vignettes automobiles sont "disponibles, dans toutes leurs quotités" au niveau des recettes des impôts et des bureaux de poste.

La DGI invite par ailleurs les propriétaires de véhicules qui ont acquis en date du 3 avril la vignette et se sont acquittés des pénalités de retard, de se rapprocher des receveurs des impôts concernés munis de leur quittance pour le remboursement des pénalités.

DÉTOURNEMENT DU LAIT SUBVENTIONNÉ Un entrepôt découvert à Blida

Les agents de contrôle de la Direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Blida ont découvert un entrepôt où le lait en sachet subventionné était transformé en produits dérivés vendus plus chers, a indiqué lundi un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Dans le cadre de la lutte contre la fraude et la spéculation, "les agents de contrôle de la Direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Blida, en compagnie de la brigade des services de la Gendarmerie nationale de la commune de Oued Alleug, ont découvert, le 29/03/2023, un entrepôt où le lait en sachet subventionné par l'Etat était transformé en produits dérivés vendus plus chers", a précisé le communiqué. Le propriétaire de l'entrepôt, un distributeur de lait, a été arrêté, et 2.855 litres de lait, dont 1.880 litres versés dans des bidons et 975 sachets de lait, ont été saisis et envoyés vers un établissement d'utilité publique, a ajouté la même source.

Selon le bilan des activités du contrôle économique et de la répression de la fraude au niveau du marché national pour la période allant du 23 mars au 1er avril en cours, les agents du contrôle et de la répression de la fraude ont effectué 53.586 opérations d'intervention ayant donné lieu à l'enregistrement de 8.659 infractions et à l'établissement de 7.995 procès-verbaux.

Ce bilan fait état d'un montant global pour non facturation de 490,6 millions de DA et de 405 échantillons prélevés (204 microbiologiques et 204 physiologiques) durant la même période.

Quant aux domaines d'intervention traités par ce bilan, il s'agit du contrôle de la qua-

lité et de la répression de la fraude, le contrôle des pratiques commerciales et la lutte contre la spéculation illicite.

S'agissant du contrôle de la qualité et de la répression de la fraude, les agents ont effectué 23.269 interventions qui se sont soldées par l'enregistrement de 3.584 infractions et l'établissement de 3.061 procès-verbaux de poursuites judiciaires en sus de la proposition pour fermeture administrative de 115 commerces.

Ces interventions ont permis de saisir des marchandises non conformes et impropres à la consommation dont la quantité est de 395,49 tonnes.

Quant aux marchandises non conformes et impropres à la consommation, elles ont été transférées aux centres d'intérêt général. Pour les viandes non conformes, elles ont été orientées vers le parc des chiens errants et au parc zoologique.

Quant à la nature des infractions relevées,

elles consistent essentiellement en l'absence d'hygiène (46,9%), la détention et la vente de produits impropres à la consommation (16,5%), ainsi que l'absence d'autocontrôle (10,4%).

En matière de contrôle des pratiques commerciales, 30.317 interventions ont été enregistrées, donnant lieu au constat de 5.075 infractions et à l'établissement de 4.934 procès-verbaux de poursuites judiciaires.

Ces interventions ont également permis de dévoiler un montant global de non-facturation estimé à 490,6 millions de DA et de saisir des marchandises d'une valeur de 10,93 millions de DA.

Quant à la nature des infractions enregistrées, il s'agit essentiellement de défaut d'affichage des prix et des tarifs, de non-facturation, de non-inscription au registre de commerce, l'opposition au contrôle et la pratique de prix illicites et autres.

ALGÉRIE-FRANCE

Les perspectives de renforcement des relations bilatérales examinées

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu lundi un appel téléphonique de son homologue française, Catherine Colonna, avec qui il a examiné les perspectives de renforcement des relations entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, Mme Colonna a présenté ses félicita-

tions à M. Attaf pour sa nomination à la tête de la diplomatie algérienne.

Intervenant dans le prolongement de l'entretien téléphonique entre le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue français, M. Emmanuel Macron, le 24 mars dernier, "cette première communication entre les deux ministres a permis d'examiner les perspectives de

renforcement des relations bilatérales dans l'optique des échéances bilatérales convenues", dont notamment la visite d'Etat qu'effectuera prochainement M. Tebboune en France, a souligné le communiqué.

Dans ce cadre, M. Attaf et Mme Colonna ont procédé à "l'évaluation de l'état d'avancement du traitement des grands dossiers devant constituer la

substance de cette visite d'Etat".

A cette fin, les chefs de la diplomatie des deux pays "se sont informés de la désignation de points focaux devant veiller à la coordination des actions de coopération sectorielles dans l'esprit de la +Déclaration d'Alger pour un partenariat renouvelé entre l'Algérie et la France+", a conclu le communiqué.

VISAS AU ROYAUME-UNI ALGÉRIENNE DES VIANDES ROUGES

Le paiement se fera en ligne pour les Algériens

A partir du 26 avril, toutes les demandes faites en Algérie pour un visa britannique devront être payées via un processus de paiement en ligne, indique un communiqué de l'UKVI (United Kingdom Visas and Immigration).

Actuellement, les clients ont le choix de payer en espèces au centre de demande de visa ou d'utiliser le site Web officiel du gouvernement britannique pour payer leur demande de visa.

Ces changements sont apportés pour rationaliser le processus de paiement et

pour aligner l'Algérie sur d'autres marchés internationaux clés, car la capacité de payer un visa britannique en espèces devient une anomalie.

UKVI introduit un nouveau processus numérique cohérent à l'échelle mondiale pour la demande en ligne d'un visa britannique et offre aux clients un moyen plus sûr et plus pratique de payer les visas. Tous les clients souhaitant demander un visa britannique doivent effectuer un paiement en ligne sur le site Web officiel du gouvernement britannique avant de soumettre leur passeport

et leurs données biométriques à leur centre de demande de visa désigné. Le Royaume-Uni continue d'être un choix populaire pour ceux qui souhaitent travailler, étudier ou simplement visiter. Au cours de l'année 2022, plus de 19 000 visas ont été délivrés à des ressortissants algériens, soit une augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente. Aussi, l'UKVI exhorte les demandeurs à s'assurer qu'ils disposent du bon mode de paiement avant de commencer leur demande de visa.

R N

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

NUMÉRISATION DES IMPÔTS

La DGI entre dans l'ère numérique

Le président de la République a ordonné la concrétisation du projet de numérisation dans le secteur des finances dans un délai maximal de 6 mois. Les impôts sont un point nodal de cette mue, car la numérisation des impôts va apporter de la valeur ajoutée, en simplifiant les procédures et en faisant entrer définitivement les contribuables dans l'écosystème de la déclaration électronique, du paiement numérique et des documents dématérialisés. La numérisation du secteur, notamment l'Administration des domaines de l'État et la Direction générale des impôts, constitue une priorité pour le ministère des Finances.

Par Reda Hadi

Pour cela, les pouvoirs publics précisent qu'il est impossible de numériser tout le secteur du jour au lendemain. La numérisation est un processus que nous avons commencé à concrétiser progressivement, en fonction des priorités.

Dans le même sillage, la Direction générale des impôts aura la part du lion concernant les moyens mobilisés par le ministère dans le domaine de la modernisation. Selon la Directrice générale des impôts la numérisation de ce secteur en Algérie va passer à la vitesse supérieure avec le déploiement, durant l'année en cours, du système de télédéclaration et de télépaiement des impôts et des taxes «Jibayatic.dz» dans quarante (40) centres des Impôts (CDI) et centres de proximité des impôts (CDI), à travers l'ensemble du territoire national.

A pas accélérés, les impôts s'orientent vers plus de transparence. Car selon cette responsable hôte de l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, «dans le cadre de l'accélération du processus de modernisation de la Direction des impôts, un déploiement à grande échelle de «Jibayatic» va prochainement avoir lieu».

Outre cela, celle-ci, a précisé à nos confrères

qu'après le centre des Impôts de Tipaza, qui a bénéficié de ce système le 5 mars dernier, «Jibayatic» va être déployé sur 40 CDI et CPI, en plus des neuf (9) directions régionales des impôts, les directions régionales de wilaya, ainsi que les trois (3) services de recherche et de vérification. Le train est en marche, et cette numérisation du secteur des impôts ne veut pas être en reste.

Toujours selon la même source qui affirme que «durant ce mois d'avril, nous allons déployer le télépaiement au niveau de trois sites pilotes qui sont prêts, puisque les contribuables ont adhéré pleinement à la télédéclaration. Il s'agit des centres des impôts de la wilaya de Tlemcen, de Béjaïa, ainsi que celui d'Alger centre», avant d'ajouter «Après le retour d'expérience de ces trois centres, nous allons élargir aux centres qui disposent de Jibayatic».

Et de rappeler surtout que «Jibayatic» va permettre d'assurer une transparence dans toutes les opérations fiscales, cette efficacité en termes de contrôle fiscal va permettre d'augmenter le niveau du recouvrement fiscal et permettre de lutter contre un certain nombre de pratiques frauduleuses, à l'image de l'évasion fiscale et les fausses déclarations.

Les économistes sont évidemment pour l'adoption du numérique et disent qu'en un mot cela

veut dire «adieu papier, bonjour sérénité».

Mais de souligner que cette numérisation devrait surtout régler quelques problèmes en amont à savoir une bonne connexion internet et surtout une meilleure vulgarisation de cette pratique à travers des formations, des explications aux utilisateurs, particulièrement les indépendants qui n'ont aucune notion d'informatique.

Tous sont unanimes à dire que la technologie peut en effet favoriser des réformes réussies et durables, garantir une taxation correcte de l'économie numérique et réduire les obstacles au respect des obligations fiscales. Par ailleurs, il faut souligner que cette mue numérique devra être également portée par la croissance rapide du commerce électronique. Or cette croissance ne peut être effective qu'avec des conditions non entravées, ce qui pourrait constituer une part de plus en plus importante de l'assiette fiscale.

En matière de numérisation du secteur des finances, le Président Tebboune a également ordonné la mise en place, «dans l'immédiat et en urgence», d'une banque de données algérienne par le ministère des Finances, afin de faciliter aux différents services de l'Etat, l'exercice de leurs fonctions et l'accomplissement de leurs devoirs envers leurs citoyens, «de la manière la plus efficace».

ENERGIE/START-UP

Réunion de coordination consacrée au développement du e-paiement

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a co-présidé, lundi à Alger, avec le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, une réunion de coordination sur les solutions numériques et le développement des services et des moyens du e-paiement, indique un communiqué du ministère.

La réunion s'est déroulée au siège du ministère en présence du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, du président directeur général de Naftal, des cadres des deux ministères, des chefs et représentants de dix start-up dans ce domaine, précise la même source.

Durant cette réunion, des start-up ont présenté différents exposés à l'instar de «S Pay3» sur le e-paiement en général, «Gatesoft» sur le développement du e-paiement en matière de distribution des produits pétroliers, «Petro pay» sur la numérisation, le paiement et la gestion électronique en matière de stockage et de distribution des produits pétroliers.

M. Arkab et Oualid ont réaffirmé l'importance de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de l'encouragement et de la dynamisation du rôle des start-up dans le soutien de l'économie nationale, la promotion et la généralisation de la numérisation.

Cette rencontre «s'inscrit en droit ligne avec la stratégie du secteur, à travers ses entreprises, en vue d'améliorer, de moderniser et de développer leurs services, en recourant aux applications technologiques et numériques modernes avec l'association des start-up aux domaines de gestion des produits pétroliers, de l'électricité et des hydrocarbures», a souligné M. Arkab. Le ministre de l'Energie et des Mines a appelé à «travailler et réfléchir sur la mise en place de solutions numériques en matière d'efficacité énergétique et de rationalisation de la consommation énergétique».

Il a été convenu à l'occasion de cette rencontre «de mettre en place un projet-pilote au niveau de l'une des stations-service de la société Naftal en vue d'examiner les modalités de concrétiser ces applications et solutions électroniques sur le terrain», ajoute la même source.

NUMÉRISATION AU MINISTÈRE DES FINANCES

Plusieurs mesures prises pour accélérer la cadence

Le ministère des Finances a entamé l'accélération de la cadence de numérisation de ses directions, en vue d'améliorer la performance de l'administration publique et réaliser l'efficacité dans la gestion des deniers publics, en concrétisation des instructions du Président de la République, ont indiqué, lundi à Alger, de hauts cadres du ministère. Invité du Forum de la Radio algérienne, l'inspecteur général des services de comptabilité à la Direction du Trésor, Badis Ferrad a souligné que les directions relevant du ministère des Finances, à l'instar des domaines, la fiscalité et le Trésor public, œuvrent à accélérer la cadence de numérisation de l'administration.

Parmi les étapes dont la concrétisation a été entamée, figure la création d'un système d'information intégré qui réunira tous les acteurs pour l'exécution de la chaîne de dépenses, partant du gestionnaire ou de l'ordonnateur jusqu'au comptable public.

Ce système, dit-il, permettra d'accélérer la cadence



de remboursement des dépenses», ce qui aura un impact positif sur la dynamique économique. De son côté, la directrice de la modernisation des systèmes budgétaires au ministère des Finances, Ilham Ladraa a estimé que la modernisation et la numérisation du secteur étaient des mécanismes importants et nécessaires pour assurer l'efficacité de la gestion de l'argent public.

Mme Ladraa a également expliqué que l'obtention d'informations suffisantes et nécessaires au moment propice, pour réaliser l'efficacité de la performance et couvrir les besoins du citoyen, exigeait la numérisation du secteur à même de renforcer la transparence, réaliser la stabilité et planifier

sur le moyen terme. C'est pourquoi l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires (HCRB), étant une instance chargée notamment d'identifier les risques budgétaires potentiels, susceptibles d'affecter les finances publiques, d'évaluer leur probabilité de survenance, ainsi que d'apprécier les dispositifs existants visant à maîtriser ces risques, constitue «un outil important dans le nouveau système de gouvernance financière».

«Ce pas constitue une étape importante dans la modernisation de la gestion de l'argent public et le renforcement de la confiance du citoyen», a-t-elle affirmé. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait donné des

instructions lors de la réunion du Conseil des ministres, à l'effet de concrétiser le projet de numérisation des Domaines, des Impôts et des Douanes, dans un délai de six (6) mois au maximum, et ce à titre de première phase avant la numérisation globale.

Le Président Tebboune a également ordonné la mise en place, «dans l'immédiat et en urgence», d'une banque de données algérienne par le ministère des Finances, afin de faciliter aux différents services de l'Etat, l'exercice de leurs fonctions et l'accomplissement de leurs devoirs envers leurs citoyens, «de la manière la plus efficace», étant un objectif «vital pour l'Etat».

Le Chef de l'Etat a affirmé lors de cette réunion que «l'objectif de la numérisation «relève de la sécurité nationale» et vise à servir le citoyen, notamment à travers la définition exacte des biens de l'Etat et des individus, et ne consiste pas seulement à moderniser les transactions administratives.

R E.

DÉBAT DU PROJET DE LOI MONÉTAIRE ET BANCAIRE À L'APN

Appel au renforcement de la place de la finance islamique

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont plaidé, lundi, lors du débat du projet de loi monétaire et bancaire, pour le renforcement de la place de la finance islamique, se félicitant des réformes prévues dans le texte.

R E

GESTION DE L'EAU

Lancement d'une campagne de sensibilisation pour un usage rationnel

Alors que la sécheresse frappe aux portes des pays de la méditerranée dont l'Algérie, la sensibilisation quant à l'utilisation rationnelle de l'eau est de mise. Une campagne est justement lancée par l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE).

Plusieurs activités sont au programme de l'année en cours de l'Agence dont l'objectif pour une prise de conscience sur l'importance de l'eau et inciter les usagers à l'utilisation rationnelle de l'eau.

Lors de cette campagne on utilise ce qu'on appelle « les classes d'eau ». Une méthode qui consiste à toucher chaque année 60 milles enfants, les femmes au foyer et les écoles coraniques en période du ramadhan.

« Nos collaborateurs ciblent ces milieux dans leurs sorties afin de toucher ces usagers regroupés dans les écoles coraniques et aux foyers », indique Mme Sabrina Adda, chargée de communication au micro de Hamid Belkassam, de la chaîne 3 de la Radio Algérienne.

Lors du débat du projet de loi en plénière, sous la présidence du vice-président, Ghali Lansari, en présence du ministre des Finances, Laziz Faïd, de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, et du président de la commission des finances et du budget à l'APN, Lakhdar Salmi, les députés ont estimé que les nouvelles dispositions prévues dans la loi "permettront de renforcer la gouvernance du système bancaire".

Le député Derradji Chadi (RND) a jugé nécessaire de créer des banques exclusivement dédiées à la finance islamique et de ne pas se contenter d'ouvrir des guichets consacrés à cette activité au niveau des banques, soulignant que ça permettra d'absorber la masse monétaire circulant hors du circuit bancaire. Abondant dans le même sens, le député du parti du FLN, Ahmed Rebhi a appelé à renoncer à l'idée des guichets de finance islamique au niveau des agences bancaires et à créer, plutôt, des banques islamiques.

Le député Laid Lakhdari (MSP) a, quant à lui, souligné l'importance d'avoir parmi les membres du conseil d'administration de la Banque

centrale un "expert en finance islamique" et de déterminer l'organisme chargé de délivrer un certificat de conformité aux principes de la charia.

Rappelant l'importance primordiale de la surveillance des transactions bancaires, le député Ahmed Bessine (parti du FLN) a appelé à augmenter le nombre des membres du conseil de surveillance de la Banque centrale et à soumettre le rapport annuel de la banque au début de chaque année.

Le député Toufik Guerrache (Front Al Moustakbal) a estimé que la création du dinar numérique sera "un moyen efficace" en vue d'exercer le contrôle sur la liquidité financière, ajoutant que certains articles contenus dans le projet de loi "ont besoin d'être clarifiés", à l'instar des articles relatifs à la finance islamique.

De son côté, le député Cherfi Benhammou (Mouvement national El Bina) a indiqué que le projet de loi monétaire et bancaire est considéré comme "l'une des réformes les plus importantes et attendues qui permettra de se mettre au diapason de l'évolution que connaissent les systèmes financiers internationaux".

Le mouvement des capitaux a également été évoqué lors des interventions des députés qui

ont mis en avant la nécessité de lever les obstacles dans ce domaine. Ce point a été abordé par le député Fathi Aoun (Jil Jadid) qui a également relevé "la nécessité de créer une instance qui regroupe les différents partenaires du secteur bancaire et dont la mission est d'œuvrer à l'amélioration des services et prestations bancaires".

Les interventions des députés ont eu lieu après la présentation par le ministre des Finances, Laziz Faïd du projet de loi monétaire et bancaire qui permettra, a-t-il dit, "d'aller de l'avant" dans la modernisation du système bancaire en vue de se mettre au diapason des évolutions actuelles et futures, notamment technologiques, en vue d'assurer "le climat propice" aux opérateurs économiques, à l'effet d'utiliser tous les outils bancaires modernes.

Pour sa part, la commission des finances et du budget a proposé dans son rapport préliminaire, l'introduction d'un ensemble d'amendements dans la forme et le fond concernant le projet de loi.

A noter que 116 députés sont inscrits en vue d'intervenir dans le cadre du débat général, sachant que les interventions se poursuivront mardi, suivies de la réponse du ministre aux différentes préoccupations soulevées.

R E.

PROJET DE LOI MONÉTAIRE ET BANCAIRE

La commission des finances de l'APN propose quelques amendements

La commission des finances et du budget de l'Assemblée nationale populaire (APN) a proposé l'introduction de quelques amendements au projet de loi monétaire et bancaire, et ce lors d'une plénière consacrée à la présentation du projet à l'APN par le ministre des Finances, Laziz Faïd. Selon le rapport de la commission, le projet de loi "a fait l'objet d'un large débat objectif par les membres de la commission compte tenu de son importance et son impact positif sur le volet

économique et financier. Ce débat a donné lieu à l'introduction de nombre d'amendements sur la forme et dans le fond".

Les amendements concernent la proposition de la modification de l'article 13 du projet de loi par l'introduction de "trois vice-gouverneurs de la Banque d'Algérie au lieu de deux vice-gouverneurs".

Il s'agit également de l'amendement de l'article 26 "en introduisant +cinq membres+ au lieu de +quatre membres+ lors de la réunion du conseil de l'adminis-

tration de la banque d'Algérie".

La commission a recommandé, en outre, l'amendement de l'article 112 de sorte que "la commission bancaire puisse, en cas de manquement des commissaires aux comptes des banques et établissements financiers dans l'accomplissement de leurs missions énoncées dans cette loi et les textes d'application, saisir le Conseil national de la comptabilité (CNC) étant l'organe habilité à appliquer les mesures disciplinaires".

La commission a estimé, dans

son rapport préliminaire, que le projet de loi veille à restructurer le secteur bancaire dans le pays en vue d'encourager l'investissement étranger, faciliter le mouvement des capitaux, et à contenir le marché noir des devises.

Au terme de la présentation par le ministre des nouveautés de ce texte, les députés ont entamé le débat qui se poursuivra jusqu'au mardi suivi des réponses du ministre aux différentes préoccupations.

R E.

TECHNOLOGIE DE L'INDUSTRIE DES DRONES

«Le taux d'intégration en Algérie a atteint les 60%»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé à Tipasa, que les chercheurs algériens maîtrisent désormais la technologie de l'industrie des drones, dont le taux d'intégration en Algérie a atteint les 60%.

"Le secteur aspire à la valorisation des résultats de la recherche scientifique de manière concrète et pratique, et à faire de l'innovation un catalyseur du renouveau industriel", a déclaré M.Baddari en marge d'une visite d'inspection des laboratoires de recherche scientifique de Bou Ismail, en compagnie du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups, et des Mirco- entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Il a cité pour preuve la réalisation de trois modèles de drones au Centre de recherche en technologie industrielle (CRTI) de Bou Ismail.

Soulignant que l'Algérie a atteint un taux d'intégration de 60% dans cette technologie, le ministre a estimé que le pays est "capable, après le développement des modèles finaux et l'amélioration de ce qui doit l'être, de commercialiser ces produits, voire même les exporter vers l'étranger".

A noter qu'un groupe de chercheurs du CRTI a développé trois modèles de drones dans le cadre de conventions de coopération signées avec la Direction générale de la protection civile, la Direction générale des forêts (DGF) et le ministère de l'Agriculture, au moment où les procédures d'obtention du brevet d'invention sont actuellement en cours. Il s'agit, en l'occurrence, de trois modèles de drones, à voilure fixe, à décollage vertical et hybride, dont les premiers essais ont été menés avec succès. "Un 4e modèle est actuellement en cours de réalisation, un drone de surveillance des installations industrielles", selon les explications fournies, sur place, au ministre.

A son tour, M.Yacine El-Mahdi Oualid a souligné l'importance stratégique des systèmes hélicoptères, à l'instar des technologies de l'industrie des drones", plaidant pour "la nécessité d'œuvrer à la valorisation des résultats de la recherche scientifique et de sortir des laboratoires vers l'industrialisation".

"On constate une importante maîtrise de la technologie de l'industrie des drones", a-t-il ajouté, appelant à "la valorisation" de ce fait.

Le ministre a également souligné "la possibilité of-

ferte aux chercheurs de bénéficier des mécanismes de création de startups, dont les incubateurs".

Cette visite des deux ministres au CRTI a notamment permis l'inauguration d'un incubateur d'entreprises au niveau du centre.

La délégation ministérielle a, en outre, effectué une visite au Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC) de Bou Ismail, où elle a inspecté nombre de laboratoires de recherche scientifique, avant d'inspecter un nombre de startups récemment créées dans divers domaines relatifs aux sciences des matériaux, les sciences, la technologie et les sciences alimentaires.

L'opportunité a donné lieu au lancement officiel, par les deux ministres, de l'activité d'une entreprise tertiaire spécialisée dans la commercialisation de produits chimiques destinés au secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

R E.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Tendance à la hausse en février

L'Indice des prix à la consommation (IPC) a poursuivi sa tendance haussière durant le mois de février par rapport au mois de janvier 2023, selon l'Office nationale des statistiques (ONS). En effet, l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une hausse de 1,1% en février 2023 par rapport au mois précédent, soit une variation plus importante que celle relevée au même mois de l'année écoulée (+0,6% en février 2022 par rapport à janvier 2022), précise l'Office dans son dernier bulletin publiée le 3 avril dernier.

Par Sirine R

Cette tendance à la hausse qui intervient pour le troisième mois consécutif (+0,4%, +1,1% et +1,1%), est induite, essentiellement par l'augmentation des prix des biens alimentaires qui inscrivent un taux de +2,0%, précise l'ONS. «Les prix des produits agricoles frais marquent une hausse de 3,2%. Des variations plus ou moins importantes caractérisent certains produits, notamment, la viande de poulet (+19,1%), la viande et abats de mou-

ton (+3,3%) et les légumes (+8,2%) », détaille la même source, et d'ajouter : « En revanche, des baisses de prix sont observées pour les fruits (-2,7%), la pomme de terre (-7,2%) et les œufs (-6,7%) ». « A un degré moindre, les prix des biens alimentaires industriels enregistrent un taux de +0,6%, dû, essentiellement à l'évolution des prix de certains produits dont le lait fromage-dérivés ainsi que les huiles et graisses qui inscrivent le même taux de +0,5% », précise l'ONS. Et de noter : « Les autres catégories de produits ont également contribué à ce résultat. Les prix des produits manufacturés accusent

un taux d'accroissement de 0,4% et les services de 0,2%. » « Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de février 2023, une variation de +1,1% par rapport au mois précédent », ajoute la même source. Il est à noter qu'au mois de février 2023 et par rapport au même mois de l'année 2022, l'évolution des prix à la consommation est de +9,9%, selon l'ONS, qui indique que « Le rythme d'inflation annuel (mars 2022 à février 2023 / mars 2021 à février 2022) est de +9,3% ».

INDUSTRIE ÉLECTRIQUE

Réduction de 30% des importations grâce aux entreprises nationales

Les entreprises industrielles activant dans le domaine de l'industrie électrique ont contribué à l'augmentation de la production locale et à réduire les importations de 30%, a affirmé ce mardi à Alger le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. S'exprimant lors des travaux d'une conférence organisée sous le thème "Intégration nationale au cœur de la stratégie de Sonelgaz", le ministre a indiqué que les entreprises de ce segment d'activité avaient contribué au lancement de l'exportation de quelques produits électriques lo-

caux vers plusieurs pays, majoritairement africains. A ce propos, M. Aoun a appelé les acteurs de ce secteur à améliorer leurs capacités de production et à promouvoir l'intégration nationale pour ouvrir des "perspectives prometteuses". Le ministre a également fait savoir que son département avait pris une batterie de mesures visant la concrétisation de cette stratégie à travers une feuille de route pour l'organisation de la filière de l'industrie électrique. Cette feuille de route prévoit notamment la mise en place d'une commission stratégique de la fi-

lière outre la création d'un cluster national de l'industrie électrique, a-t-il ajouté. Selon M. Aoun, une opération a été lancée pour l'élaboration des critères et des fiches techniques visant la préservation du produit national, outre l'octroi de l'agrément aux laboratoires spécialisés dans le contrôle de conformité et de qualité du produit importé et local. Cette stratégie couvre également le volet soutien à la sous-traitance à la faveur de la mise en place de facilitations pour appuyer les entreprises de sous-traitance et l'élargissement de leurs activités

en vue d'encourager la production locale, réduire la facture d'importation, d'organiser et de participer aux différentes manifestations scientifiques et économiques aux niveaux national, africain et international. Par ailleurs, M. Aoun a salué les efforts consentis par les services de son département ministériels sanctionnés par la signature d'une convention-cadre ayant permis la signature d'une convention de partenariat entre les bourses de sous-traitance et le groupe Sonelgaz.

R E.

LE PÉTROLE CONTINUE DE MONTER

Le Brent à plus de 85 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement mardi, les cours reprenant leur souffle au lendemain de gains consécutifs après la décision surprise de certains membres de l'Opep+ de réduire leur production. Vers 09H30 GMT (11H30 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin prenait 0,42% à 85,29 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, gagnait 0,53% à 80,85 dollars. Les analystes de DNB soulignent que l'offre pétrolière devrait être « insuffisante » pour répondre à la demande à partir de mai. Huit membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (OPEP+) ont en effet décidé dimanche de réduire

leur production de pétrole dès mai, et jusqu'à la fin de l'année. La Russie a quant à elle prolongé sa coupe de production également jusqu'à fin 2023. L'OPEP+ a reconnu ces initiatives lundi lors d'une réunion technique tenue par visioconférence, qualifiant cette mesure de « précaution visant à soutenir la stabilité du marché pétrolier ». « Les réductions volontaires de la production n'ont rien de nouveau mais l'ampleur de ce dernier épisode est sans précédent », note Giovanni Staunovo, analyste chez UBS. Et « comme il s'agit de réductions volontaires, les neuf membres de l'alliance de l'OPEP+ disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour les annuler si les conditions le justifient », explique-t-il.

Au total, le marché pourrait être amputé d'environ 1,66 million de barils par jour (bpi) comparé au niveau actuel. En février, les treize pays de l'OPEP ont pompé 28,92 millions de barils par jour, selon les chiffres de l'alliance, et S&P Global Platts estimait à 42,67 millions de bpi la production totale du groupe élargi de l'OPEP+ comprenant la Russie. « L'équilibre pétrolier devrait se resserrer considérablement si les réductions étaient pleinement mises en oeuvre », alerte Tamas Varga, de PVM Energy. Pour les analystes de DNB, la coupe est telle qu'elle pourrait encore faire grimper les prix dans les mois à venir, d'autant que le marché s'attend à une reprise en force de la demande chinoise. Agence

AGRICULTURE

L'ONAB annonce une baisse des prix des aliments de bétail au profit des éleveurs

L'Office national des aliments de bétails (ONAB) a annoncé, mardi dans un communiqué, une baisse des prix des aliments de bétails au niveau des unités d'aliments de bétail relevant de ses groupes régionaux au niveau national. "L'ONAB informe tous les éleveurs de la baisse des prix des aliments de bétail au niveau des 23 unités relevant de ses groupes régionaux à travers le territoire national (Est, Ouest et Centre)", a précisé le communiqué. Les prix des aliments de volaille destinée à la consommation

sont établis à partir de 7860 DA/quintal, les prix des aliments de volaille en phase de croissance à partir de 6860 DA/quintal et ceux des aliments en fin de croissance à partir de 6390/quintal. Le prix des aliments de poules pondeuses est fixé à 5340 DA/quintal, selon la même source. Le prix des aliments d'engraissement des veaux est à partir de 5250 DA/quintal alors que les prix des vaches laitières sont établis à partir de 4710 DA/quintal, et le prix d'engraissement des agneaux est fixé à partir de 3280 DA/quintal.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Partenariat entre la Faculté de pharmacie et les laboratoires suisses "Roche"

Une convention de partenariat a été signée, ce mardi à Alger, entre la Faculté de pharmacie et les laboratoires suisses "Roche" pour encourager la formation et la recherche entre les deux parties dans ce domaine. La convention a été signée par le recteur de l'Université d'Alger 1, Fares Mokhtari et le doyen de la Faculté de pharmacie, professeur Réda Djidjik du côté algérien et par l'ambassadeur de la Suisse en Algérie, M. Pierre-Yves Fux et le directeur général des laboratoires "Roche" en Algérie, docteur Khalil Kadaoui du côté suisse. A cette occasion, le recteur de l'Université d'Alger 1 a souligné que la signature de cette convention profitera aux deux parties, à travers la programmation de stages en faveur des étudiants et l'ouverture d'un espace réservé aux enseignants chercheurs, souhaitant "la conclusion d'un accord de jumelage, à l'avenir, entre l'Algérie et la Suisse, le but étant d'en faire bénéficier l'ensemble des universités algériennes".

Le doyen de la Faculté de pharmacie a rappelé, dans le même cadre, les conventions signées durant les mois passés entre son établissement et les différents laboratoires pharmaceutiques présents en Algérie, soulignant que la convention signée avec les laboratoires suisses "Roche" permettra d'établir une relation solide entre les deux parties, offrant ainsi à la Faculté la possibilité de bénéficier de stages et de formations dans les domaines réglementaire et légal.

Pour sa part, l'ambassadeur suisse en Algérie a salué la signature de cette convention qui contribuera "au renforcement des relations entre les deux pays", citant "l'expérience pionnière" de la Suisse dans ce domaine, basée sur "les connaissances, la recherche pratique et le monde de l'entreprise". De son côté, le directeur général des laboratoires suisses "Roche" en Algérie a affirmé l'importance de ce partenariat qui vise "à renforcer la coopération dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation, en permettant aux étudiants en pharmacie de bénéficier de stages de formation durant leur cursus universitaire".

R E

AIN TÉMOUCHENT

Plus de 100 permis de fonçage de puits d'irrigation agricole à Ain Kihel

GHARDAÏA

Plus de 88 400 têtes du cheptel vaccinées contre les zoonoses

Plus de 88 400 têtes d'ovins, caprins et bovins ont été vaccinées, dans la wilaya de Gharadaïa, contre la peste des petits ruminants (PPR), la fièvre aphteuse et la rage des bovins, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette opération de vaccination a permis, depuis son lancement en décembre 2022 à ce jour, de vacciner 3 934 têtes bovines contre la fièvre aphteuse et d'immuniser 82 593 têtes d'ovins et caprins contre la peste des petits ruminants (PPR) ainsi que 1 952 bovins contre la rage, a précisé l'inspecteur vétérinaire relevant de la DSA. La campagne de vaccination préventive du cheptel a été réalisée gratuitement au profit de tous les éleveurs par les services de l'inspection vétérinaire de la DSA et les vétérinaires sanitaires mandatés, en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs (les éleveurs, la chambre d'agriculture et l'union des paysans algériens), a souligné Dr Tarek Rezoug. Initiée par les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR), cette opération intervient en application du programme national de protection du patrimoine animalier national contre les épidémies virales (PPR, Fièvre aphteuse, rage) qui causent une forte mortalité du cheptel et des pertes économiques pour les éleveurs. Le responsable de l'inspection vétérinaire a assuré que la situation sanitaire du cheptel de la wilaya de Gharadaïa est « satisfaisante » dans l'ensemble des localités, attribuant cette situation au suivi sanitaire continu de l'état du cheptel et aux différentes campagnes de vaccination menées par l'inspection vétérinaire relevant de la DSA visant à éradiquer les maladies animales contagieuses.

La wilaya de Gharadaïa compte, selon les estimations des services de la DSA, un cheptel de près de 3 935 têtes bovines dont 3 130 vaches laitières, 330 000 têtes ovines, 155 000 têtes caprines, près de 11 600 camélins et un cheptel équidé de 420 têtes.

Pas moins de 104 permis de fonçage de puits d'irrigation agricole ont été délivrés à des agriculteurs de la daïra d'Ain Kihel (Ain Témouchent), a annoncé dimanche le wali, M'hamed Moumen.

Président les travaux du conseil exécutif de la wilaya élargi et consacré à la situation du développement dans cette daïra, M. Moumen a fait savoir que, ces deux dernières années, 104 permis de fonçage de puits d'irrigation agricole ont été accordés dont 68 durant l'année écoulée et 15 autres durant le premier trimestre 2023 à travers les communes de Aougbeilil, Aghlal, Ain Kihel et Ain Tolba.

Ainsi, 21 exploitations agricoles de la daïra ont bénéficié de raccordement au réseau électrique dans le cadre de l'orientation visant à accompagner les agriculteurs et mieux exploiter les moyens agricoles dont dispose cette région pour contribuer à aug-

menter la production, a indiqué le même responsable.

Les communes de la daïra d'Ain Kihel ont été dotées, ces dernières années, d'un quota de 2 223 habitations rurales dont 2 007 réalisées et 78 en voie de l'être, et il est prévu le lancement prochain de la réalisation de 148 habitations rurales inscrites à l'intitulé de ce quota, a-t-on fait savoir.

Par ailleurs, l'ensemble des communes de la daïra ont enregistré le financement de 432 projets au titre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et développement de l'entrepreneuriat (ANADE), 200 autres projets d'investissement de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), et 248 projets financés dans le cadre de l'Agence nationale

de gestion du micro-crédit (ANGEM), a encore indiqué M. Moumen.

Les représentants de la société civile des communes de la daïra d'Ain Kihel ont valorisé cette rencontre de consultation avec les autorités de wilaya dans le cadre de l'activation des mécanismes de démocratie participative, qui se sont articulés autour des préoccupations soulevées sur le renforcement du transport scolaire à travers des zones déshéritées et le renforcement des projets de réhabilitation du réseau routier. Un appel a été lancé pour la création de silos pour les coopératives de céréales et légumineuses secs (CCLS) permettant aux agriculteurs de la région de livrer leurs produits sans se déplacer hors de la daïra.

CONSTANTINE

5.500 arbustes d'eucalyptus et de pin pignon plantés à la forêt de Tisingua

Au total 5 500 arbustes d'eucalyptus et de pin pignon, ont été plantés, à la forêt de Tisingua, située à la zone rurale de Beniayagoub, commune d'Ibn Badis (Sud-Est de Constantine), à l'initiative de la Conservation des forêts, a-t-on appris auprès du responsable du secteur, Boualem Aouad. L'opération vise essentiellement la récupération des surfaces forestières incendiées l'été dernier, s'inscrivant dans le cadre d'un programme tracé par les responsables locaux du secteur, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des forêts (21 mars de chaque année), a déclaré à l'APS le conservateur des forêts, notant que l'opération se poursuivra mercredi pour la plantation de 1 000 arbustes de chêne-liège à la forêt de la commune de Zighoud Youcef (Nord de Constantine). Lancé depuis la fin de la semaine dernière, ce programme de plantation, a-t-il ajouté, a également ciblé d'autres communes où 1 000 autres arbustes d'eucalyptus ont été plantés samedi dernier au niveau d'un site menacé par le glissement de terrain, à proximité de la cité des 104 logements, dans la commune de Didouche Mourad (Nord de Constantine), en plus de 500 arbustes d'ornement ayant été réservés à l'université Salah Boubnider (Constantine- 3). La di-

rection de l'environnement a participé par l'organisation d'une opération similaire consistant en la plantation de 400 faux poivriers, sur les hauteurs du secteur urbain d'Ain El Bey, a indiqué son directeur Toufik Dekhinat qui a affirmé que cette initiative vise à nettoyer et à protéger contre la pollution, d'un site de dépôt sauvage de déchets inertes. Pour sa part, l'association locale de protection de la nature et de l'environnement (APNE), a organisé plusieurs opérations de plantation ciblant la maison de jeunes de la commune de Messaoud Boudjeriou (Nord-Ouest de Constantine) et le CEM Abdelmoumène de la cité 20 août 1955, au chef-lieu de wilaya, a indiqué son président, Abdelmadjid Sebih, notant que la ville Massinissa et la localité Salah Derradji relevant de la commune d'El Khroub en plus de la forêt de Djebel Ouahch figurent également au plan d'actions établi pour deux (2) jours. Il est à signaler que l'ensemble de ces opérations ont été effectuées en étroite collaboration avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la police, de la Gendarmerie nationale, des Douanes, de la société civile et des Scouts musulmans algériens (SMA).

TÉBESSA

30 millions DA pour l'amélioration de l'AEP à Chréa

Le directeur général de l'Algérienne de Eaux (ADE), Mustapha Reguig, a annoncé lundi depuis la commune de Chréa, wilaya de Tébessa, qu'une enveloppe financière de 30 millions DA a été allouée pour le raccordement de quatre (4) puits profonds en cours de réalisation, au château d'eau principal de cette commune, en vue d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants. Au cours d'une visite de travail dans la wilaya, il a précisé que cette enveloppe financière a été autorisée pour le raccordement des 4 puits profonds d'un débit de 25 litres/seconde, au château principal de la localité de « Kara Lamri », dans la commune de Chréa. Le directeur général de l'ADE a suivi un exposé sur la situation de l'approvisionnement en eau potable dans cette commune, estimant que la

rareté de l'eau est due à une période de sécheresse prolongée qui se poursuit depuis plusieurs années, entraînant la réduction de la nappe phréatique et la baisse des rendements des puits. M. Reguig a assuré que le ministère de tutelle a donné son accord récemment, pour le forage de puits profonds dans la commune de Chréa, et la rénovation du réseau de distribution et son extension, ainsi que le lancement d'une vaste opération de réparation des fuites, l'élimination des points noirs, afin de récupérer d'importantes quantités d'eau dont bénéficieront les citoyens. Pour sa part, la directrice des ressources en eau de la wilaya de Tébessa, Sonia Rehaïlia, a souligné que la commune de Chréa compte 95 000 habitants qui nécessitent un volume de 14 296 m³/jour. La collectivité produit seule-

ment 3 542 m³/jour avec un déficit de 10 000 m³, et est alimentée par 11 puits profonds et 19 châteaux d'eau. Elle a ajouté que le secteur des ressources en eau a prévu diverses mesures à court terme afin de produire 4 234 m³/jour, en réhabilitant 4 puits profonds notamment, la rénovation et l'extension des réseaux et la réparation des fuites, ainsi que l'organisation du réseau de distribution en 7 secteurs opérationnels pour améliorer les conditions de distribution et la moyenne des volumes distribués. À moyen et long termes, la même responsable annonce la réalisation d'une deuxième station de pompage des eaux dans la région de Fayidh El-Mehri, pour un montant estimé à 40 millions DA, le renforcement de l'AEP de Chréa à partir de la commune de Ma Labiod, ainsi que la relance du projet de barrage d'Aïn Ba-

bouche, la réalisation du transfert de la wilaya de Mila par le barrage d'Ourkis dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, pour atteindre la commune de Chréa. Le directeur général de l'ADE a procédé, à la faveur de cette visite, à la mise en service de la station de pompage d'Oum Khaled dans la commune de Tliedjène, d'un débit de 60 litres/seconde, et donné le coup d'envoi du projet d'une deuxième station de pompage dans la localité de Fayidh El-Mehri à Chréa, avant d'inspecter le forage d'un puits profond d'un débit de 25 litres/seconde dans la localité d'Abla de la même commune, où les travaux sont achevés. Le forage est au stade des essais et sera opérationnel « avant l'été », tandis qu'un autre puits entrera en fonction, après sa réhabilitation.

AU MAROC

La colère contre la cherté de la vie monte durant le ramadan

Selon le Haut-Commissariat au plan (HCP), l'inflation a atteint un pic de 8,3 % à la fin 2022, avec un renchérissement de 15 % des prix des produits alimentaires.

Il est 10 heures passées. Les commerçants ont débarrassé leurs marchandises sur les étals du souk de Derb Ghallef, un quartier populaire de Casablanca, mais les clients tardent à affluer. Mina Brima, la cinquantaine, déambule au milieu des échoppes de volailles et des charrettes de légumes, le panier vide. « Tout est devenu trop cher, se désole cette habitante du quartier. Les tomates, les patates, les œufs... tout ! Si ça continue, ce sera la famine ! »

Ce qui inquiète Mina, c'est cette flambée des prix qui a redoublé d'intensité ces dernières semaines au Maroc et la contraint à un sévère rationnement.

Elle ne mange plus de viande, restreint ses tajines à quelques morceaux de pommes de terre, quand ses repas ne se limitent pas, de plus en plus souvent, au pain et au thé.

Quelques ruelles plus loin, Jamila, 45 ans et trois bouches à nourrir, quitte le souk un sachet de farine à la main : « Ça, c'est pour faire mon pain, dit-elle. Pour les légumes, je revendrai ce soir. » Les invendus sont moins chers.

« Avant, les clients achetaient par kilos. Maintenant, ils repartent avec trois tomates, deux oignons... », se désole Hamza Akharchaf. Le primeur reconnaît que « les prix, en ce moment, c'est le summum ».

« Je n'ai rien en dessous de cinq dirhams », précise-t-il.

Même constat chez Taoufik, le boucher de la ruelle voisine, dont les morceaux de viande suspendus aux crochets de sa devanture frôlent les 100 dirhams le kilo : « En trente-six ans de métier, je n'avais jamais connu des prix à trois chiffres ! » Conséquence, il vend aussi trois fois moins.

Appel à la mobilisation

Dans un pays où le niveau de pauvreté et les inégalités sociales n'ont cessé de s'aggraver depuis la crise sanitaire, cette envolée des prix, sur fond de rebond des cours des matières premières couplée à une grave sécheresse, cristallise les tensions. Dimanche 19 février, des sit-in ont été organisés dans plusieurs villes du royaume, à

l'appel de la Confédération démocratique du travail (CDT), l'une des trois centrales syndicales les plus représentatives. En dépit de l'interdiction de manifester décrétée par les autorités – justifiée par l'état d'urgence sanitaire toujours en vigueur au Maroc –, le syndicat a maintenu son appel à la mobilisation. Objectif : « Protester contre la hausse sans précédent des prix et dénoncer l'indifférence du gouvernement face à l'aggravation de la crise sociale », explique Younès Firachine, membre du bureau exécutif de la CDT, estimant que les autorités « n'ont pas pris de dispositions concrètes pour préserver le pouvoir d'achat des Marocains qui ne cessent de seffondrer ».

TUNISIE

Fitch Ratings et l'art de souffler le chaud et le froid...

Contrairement à toute attente, l'agence de notation Fitch Rating a relevé avant-hier les notes d'émission des obligations à long terme en devises étrangères et locales de la Tunisie de « CCC » à « CCC+ ». Une mise à jour ou encore une erreur à corriger, dit-on dans l'application des notations de défaut des émetteurs à long terme en devises étrangères et locales (IDR). Sitôt l'Europe et les États-Unis changent de ton, multiplient leur appel pour sauver la Tunisie de l'effondrement, l'agence de notation américaine relève les notations d'émission de la Tunisie à long terme et upgrade la note nationale à long terme de l'Arab Banking Corporation à AA+ avec perspectives stables. A quoi joue au juste « ommekek sanna » ?

Malgré une faible stabilité politique, un affaiblissement des institutions de l'Etat et le creusement du déficit des finances publiques, Fitch Rating, a procédé jeudi à relever ou « à corriger » comme bon lui semble, la note d'émission des obligations à long terme en devises étrangères et locales de la Tunisie. Sans apporter des précisions détaillées sur le pourquoi de ce « upgrade » qui reste pour le moins qu'on puisse dire inexplicable, « la mise à niveau corrige une erreur dans l'application des notations de défaut des émetteurs à long terme en devises étrangères et locales (IDR) aux notations d'émission concernées au moment de la dernière révision, soit le 1er décembre 2022 », précise un communiqué de l'agence de notation. C'est dire que ces institutions de notation internationale ne sont pas exemptes d'erreurs.

Rappelons, que les agences de notation financière sont des entreprises privées qui apprécient le risque de solvabilité financière d'une entreprise, d'un Etat, d'une collectivité locale ou d'une opé-

ration financière. Elles examinent les émetteurs de titres de dette (les obligations, par exemple). Leur mission est d'apprécier la capacité de ces émetteurs de dette à faire face à leurs engagements financiers. Il s'agit de mesurer le risque de faillite ou de non-remboursement. Ce risque se traduit sous la forme d'une note. Pour la déterminer, les agences de notation construisent des scénarios financiers prévisionnels et évaluent leur probabilité. La Tunisie a un score de pertinence ESG (RS) de « 5 » tant pour la stabilité politique que pour l'Etat de droit, la qualité institutionnelle et réglementaire et le contrôle de la corruption. Ces scores reflètent le poids élevé que les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale (WBG) ont dans notre modèle exclusif de notation souveraine. La Tunisie a un classement WBG moyen au 44e centile, reflétant une faible stabilité politique, un état de droit et des droits de participation au processus politique établis mais affaiblis et une capacité institutionnelle modérée et un niveau de corruption perçue.

Toutefois, un engagement continu envers la mise en œuvre des réformes soutenant la performance et le financement des programmes du FMI pourrait améliorer la note de la Tunisie d'ici le 9 juin 2023. Entre temps, il y a les réunions du printemps de la Banque Mondiale et du FMI, un rendez-vous décisif pour la Tunisie.

MALAWI

Le gouvernement approuve le développement de la première mine de niobium en Afrique

La contribution du secteur minier malawite à l'économie est de 1 %. Depuis quelques années, le pays bénéficie cependant d'importants investissements dans les secteurs de l'uranium, du graphite ou des terres rares, etc., soutenant l'ambitieux objectif de l'Etat de porter cette part à environ 30 %.

Le gouvernement du Malawi a conclu un accord de développement minier (MDA) avec la filiale locale de l'australien Globe Metals & Mining. C'est l'annonce faite le 29 mars par la compagnie minière qui précise que la signature de ce document est une étape importante dans le développement du projet Kanyika, appelé à devenir la première mine de niobium d'Afrique. « Le projet de niobium de Kanyika a fait un grand pas en avant avec la signature du MDA et est maintenant prêt à démarrer, toutes les autorisations environnementales et foncières étant déjà en place », a commenté Grant Hudson, PDG de Globe Metals & Mining.

Selon les termes de l'accord et conformément au code minier du pays adopté en 2018, le gouvernement a droit à une participation gratuite et non dilutive de 10 % dans le projet, avec la possibilité d'acquiescer 10 % d'intérêts supplémentaires. Globe devra également verser à l'Etat et à la communauté de Kanyika respectivement 5 % et 0,45 % des revenus du projet, au titre de la redevance minière.

Parmi les autres obligations de la compagnie, on note la prise d'une décision finale d'investissement sous 24 mois et un investissement d'au moins 200 millions \$ pour le développement de la mine, six mois après la décision finale d'investissement. C'est pourquoi la prochaine priorité de Globe Metals sera d'engager des discussions avec divers partenaires financiers afin de respecter ces exigences.

Selon l'étude de faisabilité publiée en 2021 pour le projet Kanyika, il peut soutenir sur une durée de vie d'au moins 23 ans, une production moyenne annuelle de 3 250 tonnes de niobium, ainsi que 140 tonnes de tantalum. L'investissement de 250 millions de dollars nécessaire pour concrétiser ce projet peut être récupéré en un an et demi après le début de la production.

MAURITANIE

Nouakchott suscite un grand intérêt international

L'annonce du directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD), M. Rémy Rioux, de la reprise par la France de ses financements en Mauritanie, suspendus en 2015, s'inscrit dans le cadre du large intérêt international suscité par la Mauritanie, devenue récemment une destination privilégiée des missions internationales de divers pays pivots dans le monde.

Les éloges et l'appréciation des grands pas franchis par la Mauritanie dans les domaines de la protection et de la promotion des droits de l'homme, du renforcement de l'exercice démocratique, de l'action sociale, du contrôle de la sécurité et de la stabilité et le développement économique, ont été le point d'intersection des déclarations de tous les invités du pays.

Le rôle central que la Mauritanie a commencé à jouer récemment est le résultat d'un certain nombre d'orientations et de plans adoptés par le pays au cours des trois dernières années, qui se sont concentrés, sur le plan intérieur, à sortir le pays du cycle de tensions absurdes et stériles entre la majo-

rité et l'opposition, en créant un cadre participatif dans lequel tous les acteurs politiques et des droits de l'homme se sont retrouvés comme contributeurs, agissant chacun de sa position, dans la présentation des opinions et des perceptions sur toutes les questions liées au pays sans exclusion ni marginalisation.

Cette atmosphère de sérénité politique trouve également sa signification dans l'adoption d'une politique constructive et réaliste axée sur l'élimination des disparités sociales entre les classes de la société à travers l'adoption de projets et de programmes de développement ciblant les classes vulnérables de la société et assortis d'une campagne de sensibilisation visant à surmonter les stéréotypes dominants qui entravent le renforcement de l'unité et de la cohésion de la société.

Toutes ces actions sont intervenues à la lumière de la prise de mesures pratiques et efficaces visant à renforcer l'atmosphère démocratique et à protéger et promouvoir les droits de l'homme dans le pays.

Ces mesures internes ont été accompagnées

d'une présence diplomatique distinguée du pays dans les diverses cérémonies internationales, où Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a été très apprécié et respecté dans les différentes réunions internationales auxquelles il a participé et au cours desquelles, il a défendu haut et fort le rôle central joué par la Mauritanie dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé en adoptant une approche singulière qui rompt avec l'analyse étroite de la lutte contre ce phénomène, en le circonscrivant au seul aspect sécuritaire, à des perceptions incluses qui prenaient en compte, en plus du Tout sécuritaire, les dimensions liées au développement et aux traitements intellectuels.

Des options qui ont permis à cette approche d'atteindre les résultats souhaités, non seulement en matière de contrôle de la sécurité et de la stabilité dans le pays, mais aussi dans la contribution active à la lutte contre le terrorisme dans le Groupe des Cinq pays du Sahel et dans la sous-région de façon générale.

Autant de facteurs importants parmi du d'autres, ayant permis de présenter une image honorable de la Mauritanie suscitant l'intérêt et le respect à l'échelle internationale, grâce à une politique visionnaire qui prend en compte l'intérêt du pays en créant une harmonie interne sans exclusion ni marginalisation, faisant de la concertation sa force, afin de promouvoir le processus démocratique, tout en préservant et en protégeant les droits de l'homme, en établissant des partenariats gagnant-gagnant et en échangeant des intérêts communs avec divers pays du monde, en plus du renforcement de la coopération avec ces Etats sur la base du respect mutuel et de l'appréciation réciproque.

Nous reviendrons un peu en arrière pour présenter des extraits du contenu des témoignages et des déclarations de certains responsables internationaux qui ont visité le pays au cours de la période récente, et dont les interventions ont été une juste reconnaissance des acquis réalisés en peu de temps par la Mauritanie, lui attirant des grands égards à l'échelle internationale.

MAURITANIE

Des aides financières
aux personnes
atteintes
d'insuffisance rénale

Le Délégué général pour la Solidarité nationale et la lutte contre l'exclusion, M. Mohamed Ali Ould Sidi Mohamed a supervisé, à Nouakchott, en compagnie du ministre de la Santé, M. Moutar Ould Dahi et de la ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, Mme Saviya Mint N'Teah, le lancement du programme des aides financières remises par la délégation aux personnes atteintes d'insuffisance rénale sur toute l'étendue du territoire national.

Profiteront de ces aides accordées dans le cadre des interventions sociales exécutées par la délégation générale pour la solidarité nationale et la lutte contre l'exclusion, à l'occasion du mois du Ramadan, 1300 malades dont 1100 malades atteints d'insuffisance rénale, le reste étant composé de personnes atteintes de maladies chroniques dans les rangs des couches vulnérables, et ce à raison de 50 000 anciens ouguiyas pour chaque personne. À cette occasion, la délégation ministérielle a visité les malades se trouvant dans l'hôpital national, l'hôpital de l'Amitié et l'hôpital Cheikh Zayed. Dans chacune de ces étapes, les membres de la délégation se sont informés sur l'état des malades et sur la qualité des prestations qui leur sont dispensées.

À la fin de la visite, le Délégué général a déclaré à l'AMI que le déplacement de la délégation fait suite aux instructions du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheih El Ghazouani visant à s'informer sur la situation de cette catégorie spéciale de malades.

Il a ajouté que dans le cadre de l'intérêt qu'accorde le Président de la République à toutes les populations du pays et notamment aux couches vulnérables au cours de ce mois béni, la délégation a mené cette intervention au profit de cette catégorie des populations composée pour la plupart de pauvres.

Il a noté que la délégation a remis aujourd'hui des aides financières à tous les malades souffrant d'insuffisance rénale, précisant que l'opération touchera toutes les personnes ciblées sans distinction.

Le Délégué a en outre souligné qu'une partie du programme de la Délégation sera consacrée au financement d'activités génératrices de revenus au profit des couches les plus pauvres de ces malades, précisant que son institution œuvre actuellement à réviser son registre social sur toute l'étendue du territoire national dans le but de faire l'inventaire de tous les malades et de les faire profiter de ses programmes d'avenir.

De son côté, le président et le secrétaire général de l'Association des personnes souffrant d'insuffisance rénale et de maladies chroniques ont loué cette importante intervention qui contribuera, ont-ils dit, en d'autres facilités accordées par le gouvernement, à alléger la souffrance des malades.

TUNISIE

Croissance de 12,1% des revenus nets
des banques cotées en 2022

Les banques cotées ont vu leurs revenus nets croître de 12,1%, en 2022, dépassant le cap historique de 6 milliards de dinars, d'après une note sur les indicateurs d'activité du secteur bancaire (T4 2022), récemment publiée par l'intermédiaire en Bourse, Tunisie Valeurs. Selon cette note, cette performance est surtout redevable aux autres revenus (+25% à 1,9 milliard de dinars) et à la marge d'intérêt (+8,6%, à 3,1 milliards de dinars).

Les autres revenus ont eu le vent en poupe en raison d'une activité intense d'émission d'emprunts d'Etat par le Trésor et d'une activité de change bien portante au niveau des salles de marché des banques. Quant à la marge d'intérêt, elle a profité d'un effet volume doublé d'un effet prix favorable (hausse de l'encours des crédits doublée du relèvement du taux directeur de 100 points de base-pb - en 2022). S'agissant des commissions nettes, elles ont augmenté de 4,6%, à 1,3 milliard de dinars. Excepté la BTE, toutes les banques de la cote ont affiché des évolutions positives de leur PNB. La banque mixte a vu ses revenus nets reculer de 3,2%, à 61,1 MD se ressentant du décrochage de sa marge d'intérêt (-19,7%, à 20,5 MD).

Les banques cotées ont aussi, enregistré une amélioration de leur productivité, grâce à la maîtrise des frais généraux (+5,3% à 2,8 milliards de dinars selon les estimations de Tunisie Valeurs) et à la forte génération du PNB. Le coefficient d'exploitation agrégé du secteur s'est retractoré de 2,9 points de pourcentage à 44,5%. Quant au ratio de couverture de la masse salariale par les commissions, il s'est amélioré de 0,6 point de pourcentage à 71,2%.

Evolution de 8,7% de l'encours
des dépôts

Quant aux dépôts, la note de Tunisie Valeurs a fait état d'une résilience de l'activité de la collecte courant l'année écoulée, malgré le contexte économique morose. En effet, les banques cotées ont enregistré une croissance de l'encours des dépôts de 8,7%, à 85,2 milliards de dinars. « Il semble que

le resserrement de la politique monétaire par la BCT opéré en 2022, en brandissant l'arme des taux (rehaussement du directeur de 100 pb, engendrant une hausse du TMM de 54 pb en moyenne sur l'année 2022 et le relèvement du taux minimum de rémunération de l'épargne de 125 pb entre Décembre 2021 et Décembre 2022) ait stimulé le retour de l'épargne vers le circuit bancaire », a expliqué l'intermédiaire en Bourse.

« Toutes les catégories de ressources ont affiché des évolutions positives. Cependant, ce sont les dépôts à terme et les dépôts d'épargne qui ont enregistré les progressions les plus soutenues (+13,3% à 26,3 milliards de dinars et de 9,3% à 26,8 milliards de dinars respectivement). Toutes les banques de la cote ont réalisé des progressions de leur encours des dépôts ce qui est, selon Tunisie Valeurs, une performance en soi dans ce contexte économique moribide.

Accélération de la croissance des crédits
pour les banques cotées

L'année 2022 a, par ailleurs, été marquée par une accélération de la croissance des crédits pour les banques cotées après une année 2021 « terne ». Après avoir affiché une baisse de régime en 2021 (+4,7%), l'encours des crédits du secteur bancaire coté a affiché une bonne croissance de 7,9%, à 83,2 milliards de dinars.

En dépit du climat des affaires atone, Tunisie Valeurs a souligné que la production du secteur a été soutenue par la bonne collecte, l'apaisement des tensions sur le ratio de transformation réglementaire (ratio « crédits/dépôts »), la base de comparaison favorable de 2021 qui a été marquée par un

ralentissement sensible du rythme de la production et les remboursements importants de Bons de Trésor Assimilables depuis le début de l'année 2022, assurant une entrée d'argent frais aux banques (des remboursements de bons du Trésor pour 12,6 milliards de dinars).

Malgré une collecte plus soutenue que la distribution des crédits, le secteur bancaire a vu son ratio de transformation global quasiment stagner à 91,5%. Ce constat est notamment attribuable à la baisse de l'encours des ressources spéciales (-2,2% à 5,8 milliards de dinars). Dans la continuité des dernières années, les banques publiques continuent à tirer vers le haut la production du secteur. Ces dernières ont enregistré une augmentation agrégée du volume de leurs engagements de 10,1%, à 35,7 milliards de dinars. Les banques privées ont, pour leur part, vu leur encours des crédits grimper de 6,4% à 46,7 milliards de dinars.

Toutes les banques de la cote ont réalisé des évolutions positives de leur encours des crédits hormis la BTE. La production de l'ancienne banque de développement à capitaux tuniso-émiratins a marqué un répit (-3,2%, à 853,4 MD au niveau du volume des engagements) en 2022, pour digérer la croissance solide affichée sur la période 2020-2021 (une hausse moyenne de l'encours des crédits de 7,1%). Rappelons aussi, que la BTE a accusé une dégradation de sa qualité du portefeuille en 2021 (un taux des créances classées passant de 16,1% en 2020 à 18,9% en 2021) qui a sans doute incité la banque à privilégier la qualité aux volumes.

MAROC

Le FMI approuve une ligne de crédit modulable
de 5 milliards \$ sur deux ans

En mars, le FMI annonçait se réunir pour discuter d'une nouvelle demande de soutien du Maroc qui est en plein déploiement de réformes structurelles destinées à renforcer son économie en pleine crise inflationniste mondiale. L'institution vient d'approuver un accord en faveur de Rabat sur deux ans.

Le Maroc a obtenu un accord du Fonds monétaire international (FMI) pour le décaissement de 3,7 milliards de DTS équivalant à 5 milliards \$. L'information a été révélée par le Fonds dans un communiqué publié, lundi 3 avril.

L'accord s'étalant sur deux ans porte sur une ligne de crédit modulable (LCM). Celle-ci vise à aider le royaume chérifien à se redonner une marge de ma-

nœuvre en matière de politique économique, alors que les autorités mettent en œuvre un programme de réformes structurelles, destiné à renforcer l'économie nationale affectée par les chocs extérieurs. Rabat envisage ainsi de considérer le nouveau financement comme un dispositif de précaution, qui renforcera ses réserves de change et lui fournira une assurance temporaire contre d'éventuels risques, sur la période de l'accord.

Faut-il le rappeler, la LCM a été conçue pour répondre à la demande de financement émanant de pays qui présentent une politique et des antécédents économiques très solides pour prévenir et résoudre des crises. Grâce à ses fondamentaux économiques solides, le royaume chérifien a obtenu l'approbation du

FMI, seulement un mois après que l'institution s'est réunie pour discuter de sa demande de financement. « Depuis 2012, le Maroc a bénéficié de quatre accords successifs au titre de la ligne de précaution et de liquidité (LPL), d'un montant d'environ 3 milliards de dollars chacun », indique le Fonds. « Si les accords de la LPL ont bien servi le pays dans le passé, les très solides fondamentaux cadres institutionnels et antécédents économiques, dans la mise en œuvre de politiques économiques très solides, ainsi que l'engagement continu à maintenir ces politiques à l'avenir, tous, justifient la transition vers un accord de la LCM », ajoute l'institution.

L'accord intervient après une année 2022 marquée par une inflation qui s'est

affichée à 8,3% en décembre. Malgré les mesures adoptées par le gouvernement et la Banque centrale, la hausse des prix s'est accélérée dès le début de cette année avec un taux d'inflation s'affichant à 8,9% en janvier, tirée par une flambée des prix alimentaires.

Ainsi, bien que la croissance 2023 soit attendue au-delà des 3%, le Maroc envisage de poursuivre les réformes annoncées l'année dernière, notamment le déploiement d'un système d'allocation ciblant les couches les plus vulnérables. Une stratégie qui nécessite de la part des autorités de mobiliser des financements importants tout en protégeant les secteurs vitaux de l'économie.

CLIMAT / PAYS ÉMETTEURS DE GAZ TORCHÉS

Sept pays africains figurent dans le Top 20 mondial

Malgré une augmentation de 5% de la production mondiale de brut en 2022, les volumes de gaz torché à l'échelle planétaire ont enregistré une baisse de 3% atteignant leur plus bas niveau depuis 2010. Mais la marge de progression est énorme, surtout en Russie, Irak et Iran.

Sept pays producteurs de pétrole en Afrique figurent parmi les vingt pays du monde ayant torché les plus importants volumes de gaz associé à la production de brut en 2022, selon un rapport publié le 29 mars par la Banque mondiale. Ces pays sont dans l'ordre l'Algérie, la Libye, la Nigeria, l'Égypte, le Congo, l'Angola et le Gabon. Avec plus de 8 milliards de m3 de gaz torchés en 2022, l'Algérie occupe le quatrième rang mondial en matière de volumes de gaz brûlé sur les sites de production pétrolière, derrière la Russie (plus de 25 milliards de m3), l'Irak (près de 18 milliards de m3) et l'Iran (environ 17 milliards de m3).

Les volumes de gaz torché durant l'année écoulée avoisinent 6 milliards de m3 en Libye et dépassent 5 milliards de m3 au Nigeria. Dans chacun des quatre autres pays africains figurant dans le Top 20 mondial, les volumes de gaz torché sont inférieurs à 2 milliards de m3. Le rapport, qui se base sur des données issues de l'imagerie satellitaire, souligne également que neuf pays (Russie, Irak, Iran, Algérie, Venezuela, États-Unis, Mexique, Libye et Nigeria) sont à l'origine de 74% des volumes de gaz torché dans le monde, alors qu'ils comptent pour moins 50% de la production mondiale de pétrole.

Le torchage est une pratique qui consiste à brûler le gaz qui remonte à la surface avec

le pétrole sur les sites de production pétrolière. Le recours à cette opération, qui se manifeste par une flamme sortant d'une torchère et s'accompagne d'importantes émissions de gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone et le méthane, est justifié par l'absence d'infrastructures de traitement et de transport permettant de commercialiser ce gaz dit « associé » (à la production de pétrole). Le gaz ainsi gaspillé pourrait pourtant remplacer des sources d'énergie plus polluantes, améliorer l'accès à l'énergie dans certains des pays les plus pauvres du monde, et assurer à de nombreux autres, la sécurité énergétique dont ils ont tant besoin.

TANZANIE

Les États-Unis soutiennent la production locale de nickel pour les batteries électriques

La transition énergétique a beaucoup à offrir au secteur minier tanzanien. Important producteur africain d'or, le pays héberge aussi d'importantes ressources de terres rares, de graphite et de nickel, autant de produits utilisés dans l'industrie des véhicules électriques.

La compagnie minière Lifezone Metals a conclu un accord-cadre avec le gouvernement tanzanien afin de construire une usine de production de nickel de qualité batterie. C'est l'une des annonces faites la semaine dernière par la vice-présidente des États-Unis Kamala Harris, au cours de sa visite en Tanzanie, ajoutant que le nickel sera livré sur le marché américain et le marché mondial dès 2026.

Selon un communiqué de la Maison-Blanche, la conclusion de cet accord est le fruit de négociations menées avec le soutien de l'initiative du G7 dénommée PGLI (Partnership for Global Infrastructure and Investment) et la société TechMet, spécialisée dans les métaux critiques et détenue en partie par le gouvernement américain.

« Ce projet est un modèle important et pionnier qui utilise des normes innovantes et à faibles émissions. Il est important de noter que les minéraux bruts seront bientôt traités en Tanzanie, par des Tanzaniens », a commenté la vice-présidente Harris. Le nickel traité dans la future usine proviendra en effet de Kabanga, un projet détenu à 16 % par le gouvernement tanzanien et à 84 % par Lifezone Metals (anciennement Kabanga Nickel). À l'occasion de la signature du bail minier en octobre 2021, le ministre tanzanien des Mines a indiqué que l'exploitation de Kabanga pourrait rapporter 7,5 milliards de dollars à l'État sur 33 ans. Cette estimation devrait désormais être revue à la hausse, si on y ajoute les revenus liés aux exportations de nickel de qualité batterie qui démarrent dans quelques années.

Le soutien américain au projet de transformation locale du nickel tanzanien illustre bien comment les États africains peuvent tirer profit de la transition énergétique dans les Mines. Les pays africains qui disposent de nickel, cuivre, cobalt, terres rares et autres métaux critiques sont en effet courtisés de plus en plus aussi bien par l'Union européenne que les États-Unis, décidés à contester la domination chinoise sur ces produits essentiels au monde de demain. Longtemps relégués au statut de fournisseurs de matières premières, les pays miniers du continent ont donc l'occasion de négocier des accords plus avantageux afin de générer davantage de revenus avec leurs ressources minières.

AFRIQUE DU SUD

Les flux des investissements directs étrangers ont atteint 3,75 milliards \$ au 4e trimestre 2022

La hausse des IDE enregistrée durant le dernier trimestre de l'année écoulée découle notamment de l'augmentation des investissements en actions d'une société non résidente opérant dans le secteur du commerce dans sa filiale sud-africaine. L'Afrique du Sud a enregistré des flux d'investissements directs étrangers (IDE) de 67 milliards de rands (3,75 milliards de dollars) au quatrième trimestre 2022 contre 11,9 milliards au trimestre précédent, selon des données publiées, vendredi 31 mars, par la Banque centrale.

L'institution a précisé que cette hausse découle notamment de l'augmentation des investissements en actions d'une société non

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

L'Afrique doit utiliser son potentiel en ressources minérales pour stimuler son industrialisation

Entre 20 et 90 % des réserves planétaires de 11 métaux nécessaires à la transition énergétique sont en Afrique. L'intérêt suscité par cette position, de la part de l'UE, des États-Unis, ou de la Chine, peut être utilisé par les dirigeants africains pour accélérer la transformation sur le continent.

La richesse de l'Afrique en matière de ressources minérales indispensables à la transition énergétique constitue une chance pour son industrialisation. C'est ce qu'a rappelé Akinwumi Adesina (photo), président de la Banque africaine de développement (BAD), au cours de son intervention la semaine dernière, au Berlin Energy Transition Dialogue en Allemagne.

« Nous ne devrions pas nous contenter d'exporter, nous devrions fabriquer. L'Afrique est l'endroit idéal pour pro-

duire les batteries lithium-ion qui alimenteront les voitures allemandes », a déclaré le dirigeant nigérian, alors que la ruée d'acteurs étrangers vers le sous-sol africain bat son plein.

L'Allemagne et ses partenaires de l'Union européenne sont d'ailleurs concernés par cette ambition du président de la BAD, comme l'illustre l'annonce récente de l'ouverture de négociations avec la RDC pour un partenariat sur les minéraux critiques. L'UE compte investir dans la transformation locale du cobalt et du lithium congolais, afin d'approvisionner ses constructeurs automobiles en matériaux pour batteries électriques.

L'organisation a aussi conclu un protocole d'accord avec la Namibie qui développe actuellement plusieurs projets de lithium, afin de faciliter la transformation locale puis l'exportation vers

résidente opérant dans le secteur du commerce dans sa filiale sud-africaine, en référence à l'acquisition par le géant américain de la grande distribution Walmart du solde de capital de 47% qu'il ne détenait pas dans sa filiale sud-africaine Massmart.

Les flux d'investissements directs étrangers enregistrés entre le 1er octobre et le 31 décembre 2022 ont quasiment triplé par rapport à la même période de 2021 (22,7 milliards de rands).

La Banque centrale sud-africaine a d'autre part fait savoir que les flux d'investissements de portefeuille se sont établis à 26,1 milliards de rands (1,46 milliard de dollars) au quatrième trimestre 2022 contre 32 milliards au trimestre précédent.

les usines en Europe. On peut également noter l'accord-cadre annoncé la semaine dernière par les États-Unis et portant sur la première usine de production de nickel de qualité batterie en Tanzanie, à destination du marché américain dès 2026.

Pour rappel, l'Afrique possède entre 20 et 90 % des réserves mondiales de 11 minéraux nécessaires à la transition énergétique, dont 55 % des réserves de manganèse, 44 % pour le cobalt et plus de 90 % pour les métaux du groupe du platine. Les États africains doivent donc s'appuyer sur ce potentiel pour multiplier et diversifier des engagements similaires à ceux mentionnés plus haut.

MOZAMBIQUE

Triton engage le chinois Yentai pour la conception de l'usine de traitement de graphite à Ancuabe

Le projet Ancuabe peut livrer annuellement 60 000 tonnes de concentré de graphite sur 27 ans. Alors que la croissance des ventes de véhicules électriques a entraîné une demande accrue du produit, Triton Minerals veut accélérer le développement de son actif mozambicain. Au Mozambique, Triton Minerals a confié à la société chinoise Yentai Oriental Metallurgical Engineering (YOME), la conception technique initiale (FEED) de l'usine de traitement à son projet de graphite Ancuabe. C'est l'annonce faite le 3 avril par la compa-

gnie minière australienne qui précise que cette avancée fait suite à la décision prise fin 2022 de suivre le scénario d'un développement à grande échelle pour son actif.

Selon une étude de faisabilité publiée en 2017, cela implique une usine de traitement d'une capacité d'environ un million de tonnes par an, capable de livrer annuellement environ 60 000 tonnes de concentré de graphite sur 27 ans. La décision de passer directement à l'exploitation à grande échelle se justifie par la croissance rapide de la demande mondiale de graphite, liée à l'explosion des

ventes de véhicules électriques ces dernières années.

Notons que l'investissement initial pour développer Ancuabe est estimé à 99,4 millions de dollars, avec une période de récupération de 3,8 ans après l'entrée en production de la mine. L'objectif du présent contrat d'ingénierie est d'améliorer la conception et l'efficacité de l'usine de traitement afin d'en réduire potentiellement le coût. Cela permettrait, indique Triton, de négocier au mieux le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction de l'usine (EPC).

« Nous sommes convaincus que les ré-

sultats de la FEED apporteront des avantages au projet en améliorant les résultats attendus [...]. Il s'agit d'une étape cruciale alors que nous travaillons à l'obtention d'un financement et à l'attribution d'un contrat EPC pour la construction du projet de graphite d'Ancuabe », a commenté Andrew Frazer, directeur exécutif de la compagnie. Pour rappel, le Mozambique est le premier producteur africain de graphite, matériau utilisé pour fabriquer les batteries de véhicules électriques.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

ROYAUME-UNI

Nouvelles mesures pour faire payer les compagnies qui polluent l'eau

Londres doit présenter mardi ses nouvelles mesures pour protéger les cours d'eau, en plein scandale sur la pollution des rivières et bords de mer par les rejets massifs d'égouts des compagnies de distribution. « Le gouvernement a mis au point un nouveau plan grâce auquel il veut assurer un approvisionnement en eau propre et abondant pour l'avenir », écrit le ministère de l'Environnement dans une communiqué sur son site.

Il prévoit d'exiger plus d'investissement dans les infrastructures par les compagnies distributrices, qui s'appuient encore sur un réseau datant de l'époque victorienne, tout en promettant plus de supervisions et de sanctions en cas de manquements. Les agences gouvernementales sont pour l'instant accusées de léthargie face aux rejets d'égouts dans les rivières et dans la mer, qui s'est traduit l'an dernier par la fermeture de plages en pleine canicule. Le nouveau plan du gouvernement britannique conservateur prévoit aussi une consultation pour une possible interdiction de la vente des lingettes qui contiennent du plastique, à l'origine des plus gros blocages de canalisations. Samedi, la ministre de l'Environnement Theresa Coffey avait laissé entendre que les compagnies d'eau pourraient désormais

faire face à des sanctions financières d'ampleur illimitée en cas de pollution excessive ou illégale de cours d'eau. 56 poursuites contre des entreprises de distribution ou traitement de l'eau. Dans son communiqué, le ministère de l'Environnement indique que depuis 2015, l'agence de l'Environnement a mené 56 poursuites contre des entreprises de distribution ou traitement de l'eau, pour 141 millions de livres. En 2019, une autre agence de réglementation du secteur, l'Ofwat, a imposé à Southern Water, l'une des compagnies sectorielles, des pénalités de 126 millions de livres. Les futures amendes serviront à alimenter un fonds spécial pour nettoyer les cours d'eau, également confrontés à la pollution industrielle. Ces distributeurs ont le droit de décharger les égouts dans

les cours d'eau ou la mer en cas de fortes pluies engorgeant les canalisations et risquant des débordements dans les logements. Elles sont toutefois accusées de recourir à ces rejets toute l'année même en période de sécheresse. Vendredi, l'agence de l'Environnement a publié des statistiques démontrant que près de 302.000 rejets d'eaux usées dans les cours d'eau avaient eu lieu l'an dernier, en baisse de 19 % sur un an mais grâce à des pluies moins abondantes et non pas à cause d'efforts des compagnies d'eau. Le nouveau plan de Theresa Coffey compte aussi « accélérer la mise en place de nouvelles infrastructures de distribution d'eau pour un total de 1,6 milliard de livres qui doivent démarrer dans les deux prochaines années afin de » réduire le nombre de rejets d'égouts, de pollution aux nitrates, entre autres.

CRISE IMMOBILIÈRE EN CHINE

Le plan de restructuration d'Evergrande approuvé par ses créanciers

Le plan de restructuration proposé par le géant chinois de l'immobilier Evergrande a été approuvé par un groupe de créanciers internationaux, a affirmé le promoteur. Une avancée décisive vers l'allègement de sa dette massive. Dans un document publié lundi en fin de journée par la Bourse de Hong Kong, le groupe a déclaré avoir accepté des propositions négociées avec un groupe de créanciers détenant la majeure partie des obligations offshore d'Evergrande, d'une valeur de plus de 20 milliards de dollars.

Le promoteur immobilier proposait notamment à ses créanciers d'échanger le paiement de sa dette contre de nouvelles obligations et une participation dans deux filiales, dont son ambitieuse branche de véhicules électriques. L'offre a été approuvée par les créanciers, sous la forme de trois plans de restructuration distincts conclus avec Evergrande. Le promoteur, au bord de la faillite, est étranglé par une dette abyssale qui avait été estimée en 2021 à quelque 300 milliards de dollars. Depuis, la santé financière d'Evergrande préoccupe les marchés car l'effondrement du groupe qui revendiquait autrefois 200.000 employés aurait des conséquences dévastatrices pour l'économie chinoise. Evergrande est l'ex-numéro un de l'immobilier en Chine. Le secteur est un pilier de la croissance du pays qui pèse plus du quart du produit intérieur brut et fait vivre une armée de travailleurs peu qualifiés.

Outre l'immobilier, Evergrande est présent dans une multitude de secteurs, dont celui de l'automobile. Fondé en 2019, Evergrande NEV a d'emblée affiché son ambition de rivaliser avec le constructeur américain Tesla. L'ex-champion de l'immobilier a bâti sa fortune grâce au boom de la construction ces dernières décennies en Chine, où l'acquisition d'une propriété est souvent un prérequis au mariage et un investissement. Mais le secteur est fragilisé depuis 2020 par le ralentissement économique et par un durcissement réglementaire qui a considérablement réduit l'accès au crédit pour les promoteurs, des mesures qui ont marqué le début des soucis financiers d'Evergrande.

ALLEMAGNE

Bond de 4 % des exportations en février

Les exportations allemandes ont progressé de 4 % sur un mois en février, en hausse pour le second mois d'affilée, un bon signe pour la première économie européenne qui espère éviter la récession en début d'année, selon des chiffres officiels publiés mardi.

Au total, l'Allemagne a exporté pour 136,7 milliards d'euros en données corrigées des variations saisonnières (CVS), après un ralentissement fin 2022, a indiqué l'office allemand des statistiques Destatis. Par rapport à février 2022, les exportations, pilier de la puissance économique allemande, ont progressé de 7,6 %.

Cette hausse « est une petite lueur d'espoir face aux incertitudes mondiales. La poursuite de l'atténuation des goulots d'étranglement dans les livraisons donne actuellement des impulsions positives », note Carolin Herweg, experte à la Chambre d'Industrie et de commerce (DIHK). De leur côté, les importations ont augmenté de 4,6 % sur un mois en données CVS, particulièrement en hausse depuis la Chine, (+6,7 %), la plupart des importations hors Europe étant chinoises.

Le solde commercial est resté largement excédentaire, à 16 milliards d'euros, comme le mois précédent. Avec les pays de l'Union européenne, les exportations ont augmenté de 2 % et les importations de 5,1 % sur un mois. En dehors de l'UE, la plupart des exportations allemandes se sont dirigées vers les États-Unis (+9,4 %) tandis que les importations en provenance de ce pays ont baissé de 8,7 % sur un mois.

Les exportations vers la Chine, premier partenaire commercial de l'Allemagne, ont augmenté de 10,2 %. L'Allemagne, dont le commerce extérieur est un des moteurs de la croissance, résiste mieux que prévu aux retombées de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique.

Mais les hausses de prix et l'affaiblissement de la demande mondiale freinent la première économie européenne dont le PIB a reculé de 0,4 % au quatrième trimestre 2022, faisant peser la menace d'une récession si le pays enregistre une nouvelle contraction de son PIB au premier trimestre 2023. L'Allemagne a vu fondre de plus de moitié en 2022 son excédent commercial, plombé par les hausses de coûts.

AU BANGLADESH

Un gigantesque incendie dévaste un marché aux vêtements

Quatre marchés dont le célèbre « Bongo Bazar » ont été ravagés par les flammes à Dacca. Les pompiers et l'armée ont été dépêchés sur place.

Des centaines de pompiers luttent, mardi 3 avril à Dacca, capitale du Bangladesh, contre un gigantesque incendie qui faisait rage dans un marché aux vêtements populaire, asphyxiant de fumée noire les vieux quartiers de la ville.

Aucune victime n'a été signalée jusqu'à présent, mais les propriétaires de magasins et les responsables des sapeurs-pompiers ont déclaré que le célèbre marché de Bongo Bazar, et de trois autres petits marchés alentour, avaient été presque entièrement détruits par le feu.

« Quelque 600 pompiers (...) s'efforcent de maîtriser l'incendie », a déclaré à l'AFP Rakibul Islam, un porte-parole des sapeurs-pompiers, précisant que le feu s'était déclaré mardi vers six heures du matin (minuit, heure de Paris) et faisait toujours rage en fin de matinée.

Des équipes de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air avaient été

dépêchées pour aider à maîtriser l'incendie, selon les autorités militaires. « Un hélicoptère de l'armée de l'air du Bangladesh s'est également joint aux efforts de lutte contre l'incendie », a déclaré un porte-parole militaire.

Des commerçants sous le choc

Les propriétaires de magasins, sous le choc, en larmes et assis sur la chausée, désespérés de voir partir en fumée leurs dernières chances de récupérer les stocks de vêtements qu'ils comptaient vendre pour l'Aïd, la plus importante fête musulmane de l'année. « J'ai tout perdu. J'ai emprunté 1,5 million de takas (14.200 dollars) pour acheter des vêtements pour l'Aïd », a déclaré en pleurs le propriétaire d'une échoppe.

Bongo Bazar est l'un des principaux marchés de Dacca où les vêtements, produits pour de grandes marques occidentales dans les usines du Bangladesh et rejetés au contrôle qualité, sont vendus à des prix dérisoires.

CONTREFAÇON

Amazon a dû détruire 6 millions de produits l'année dernière

Amazon a annoncé avoir détruit plus de 6 millions de produits contrefaits en 2022 dans le monde, le double de la quantité détruite en 2021, peut-on lire dans son rapport annuel de Protection des marques rendu public mardi. « Les contrefaçteurs ciblent large », du luxe aux produits du quotidien, a déclaré à la presse Dharmesh Mehta, vice-président d'Amazon en charge des services aux vendeurs partenaires. En 2020, Amazon avait détruit quelque 2 millions de marchandises contrefaites, puis 3 millions en 2021.

En 2022, plus de 800.000 tentatives de création de comptes vendeurs ont été arrêtées par le géant du commerce en ligne (contre 2,5 millions en 2021 et 6 millions en 2020). « Nos contrôles préventifs fonctionnent », s'est félicité Amazon, expliquant exiger de ses vendeurs partenaires des informations très détaillées sur leur identité, leur adresse, leurs comptes bancaires et même organiser des entretiens vidéo entre des employés d'Amazon et ces vendeurs, destinés à vérifier les données. L'année dernière, Amazon a pour-

sui en justice ou signalé aux autorités compétentes plus de 1300 contrevenants présumés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et en Chine, soulignant travailler avec de grandes marques telles Cartier. Il a en outre investi plus de 1,2 milliard de dollars (contre 700 millions en 2020) et employé plus de 15.000 personnes (dont des développeurs de logiciels d'intelligence artificielle et des enquêteurs spécialisés) notamment dédiés à la lutte contre la contrefaçon. « Nous sommes fiers des progrès faits cette dernière année et nous

continuerons à investir et innover jusqu'à ce que nous en finissions avec la contrefaçon (sur notre plateforme) », a déclaré Dharmesh Mehta dans le rapport. La Cour de justice de l'Union européenne a ouvert la voie en décembre à une responsabilité des plateformes concernant la vente de contrefaçons, en estimant qu'Amazon pourrait être considéré comme faisant elle-même la promotion de faux produits du célèbre chausseur français Louboutin vendus sur son site par des tiers.

Le RMB chinois devient la deuxième monnaie de réserve internationale du Brésil

La Banque centrale du Brésil a annoncé vendredi que le renminbi (RMB), ou yuan, avait dépassé l'euro pour devenir sa deuxième monnaie de réserve internationale. Dans son Rapport sur la gestion des réserves internationales publié sur son site officiel, la BCB indique que l'augmentation de la part du RMB dans ses réserves de change internationales reflète l'approfondissement des liens économiques entre le Brésil et son principal partenaire commercial, la Chine. Le rapport indique qu'à la fin de 2022, la part du RMB dans les réserves de change internationales du Brésil avait atteint 5,37%, dépassant celle de l'euro qui était de 4,74%. Le RMB est devenu l'une des monnaies de réserve du Brésil en 2019. A l'heure actuelle, le dollar américain domine toujours les réserves de change du Brésil, représentant 80,42%. La BCB a également noté que les réserves internationales totales du Brésil ont chuté de 362,2 milliards de dollars en 2021 à 324,7 milliards de dollars en 2022, en raison de la perte de rendement des portefeuilles dans le contexte des hausses de taux de la Réserve fédérale américaine et de l'appréciation du dollar.

Les Bourses chinoises indécises à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert lundi sans direction claire, après l'annonce de mesures aux Etats-Unis pour rassurer sur la solidité du système bancaire, au moment où l'effondrement de la banque californienne Silicon Valley Bank (SVB) suscite l'inquiétude. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 0,48% à 19.411,88 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai était quasi stable à 3.228,12 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,30% à 2.081,01 points.

La livre sterling au plus haut en dix mois face à un dollar affaibli

La livre montait mardi à un sommet en dix mois face au dollar, profitant de perspectives un peu moins grises pour le Royaume-Uni tandis que le billet vert souffre de son statut de valeur refuge. Vers 09H00 GMT (11H00 à Paris), la livre prenait 0,48% à 1,2474 dollar après s'être hissée à 1,2481 dollar, un sommet depuis juin 2022. «La livre est la devise qui fait le mieux des grandes devises depuis le début de l'année», avec une hausse de 3,2% par rapport au dollar et de 1,1% face à l'euro, note Matthew Ryan, analyste chez Ebury. Fin 2022, même le gouvernement britannique tablait sur une récession, et le marché s'attendait à ce que la Banque d'Angleterre (BoE) arrête de remonter ses taux plus vite que la Réserve fédérale américaine (Fed). Mais l'économie du Royaume-Uni s'accroche et les données officielles ont fait état vendredi d'une très légère croissance au quatrième trimestre 2022 (+0,1%), ce qui a profité à la livre. «Le marché des changes est de plus en plus inquiet de l'état de l'économie américaine». A l'inverse, «le marché des changes est de plus en plus inquiet de l'état de l'économie américaine», explique You-Na Park-Heger, analyste chez Commerzbank. L'activité de l'industrie manufacturière aux Etats-Unis s'est à nouveau repliée en mars, selon l'indice ISM paru lundi. «Si les signaux de refroidissement de l'économie aux Etats-Unis augmentent, le marché pourrait se sentir justifié dans son pari que la banque centrale américaine va commencer à baisser ses taux d'intérêts dans la seconde moitié de l'année», ajoute Mme Park-Heger. Par ailleurs, le dollar australien cédait 0,61% à 0,6744 dollar américain pour un dollar australien. La banque centrale du pays, la Banque de réserve d'Australie (RBA), a laissé ses taux inchangés mardi à 3,6%. «Les commentateurs sur les décisions à venir» qui ont suivi la publication de la RBA «sont plus prudents et 3,6% pourrait être un sommet pour le cycle actuel», prévient Gareth Aird, analyste chez CBA.

POINTS-MARCHÉ L'Europe en hausse prudente

Les principales Bourses européennes évoluent en hausse prudente mardi en matinée, les investisseurs s'interrogeant sur l'impact de la décision surprise des pays de l'Opep+ de réduire leur production alors qu'un indicateur d'inflation dans la zone euro doit être publié dans la journée.

À Paris, le CAC 40 prend 0,13% à 7.355,15 vers 07h40 GMT, dans une séance volatile avec un plus haut à 7.384 points, proche du record historique à 7.401,15 points atteint le 6 mars. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,32% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,19%. L'indice EuroStoxx 50 grignote 0,06%. Le FTSEurofirst 300 et le Stoxx 600 progressent chacun de 0,26%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture en légère baisse avec un repli de 0,11% pour le Dow Jones, de 0,07% pour le Standard & Poor's 500 et de

0,22% pour le Nasdaq alors que l'indice ISM manufacturier du mois de mars, publié lundi, est tombé à 46,3, son plus bas niveau depuis près de trois ans. Cela fait craindre une récession mais ravive également le scénario d'une pause dans la remontée des taux. En zone euro, où le marché table désormais sur un pic des taux de la Banque centrale européenne (BCE) autour de 3,6% en novembre contre un taux de dépôt actuellement de 3%, les chiffres des prix à la production pour le mois de février, prévus à 09h00 GMT, devraient montrer un reflux des pressions inflationnistes (+13,3%

sur un an contre 15,0% en janvier), selon le consensus Reuters. En Bourse, le compartiment bancaire (+0,44%) poursuit son redressement après la crise liée notamment à Credit Suisse (+0,8%) qui tient ce mardi son assemblée générale. A Paris, BNP Paribas (+0,69%) réalise la meilleure performance parmi les banques, tandis que Publicis (+0,89%) est en tête de l'indice parisien. Le secteur automobile européen (+0,33%) est également recherché avec notamment Renault (+0,769%) et Stellantis (+0,5%). Le constructeur automobile franco-italo-américain a

réaffirmé mardi son objectif de devenir le leader européen de la location avec un parc automobile d'un million de véhicules d'ici 2026 et un doublement de son revenu bancaire net d'ici 2030, à 5,8 milliards d'euros. Le secteur du pétrole et du gaz (+0,06%), malgré des prises de bénéfices, continue de profiter de la décision de l'Opep+ de réduire sa production: TotalEnergies gagne 0,24%, tandis que le Brent prend 0,88% à 85,68 dollars. Bayer avance de 0,34%, la justice américaine ayant débouté Merck & Co qui estimait que le groupe allemand est désormais responsable des problèmes liés au talc.

PARIS

Nouvelle séance de hausse, le pétrole s'envole

Après avoir gagné un peu plus de 0,3% lundi, le CAC40 poursuit sa hausse avec un gain de l'ordre de 0,3% à 7368Pts, laissant ainsi espérer une prolongation de sa tendance favorable observée depuis le début de la semaine dernière. Le marché parisien ne semble pas encore désireux de reprendre son souffle après une série de six séances de hausse consécutives pour son indice-phare, qui a ainsi repris 4,7% depuis ses 7015 points du 24 mars en clôture. Ce lundi, la Bourse de Paris a su profiter, à l'image de Londres, de la décision surprise de l'OPEP+ de réduire d'un

million de barils par jour sa production de brut, décision qui a naturellement fait grimper les cours du pétrole. Les actions énergétiques et de biens de consommation de base ont surperformé l'ensemble du marché en Europe et au Royaume-Uni, les investisseurs anticipant de nouvelles pressions inflationnistes, souligne-t-on chez Liberum. Au chapitre des statistiques du jour, doivent paraître les prix à la production industrielle dans la zone euro dans la matinée, ainsi que les commandes à l'industrie américaine cet après-midi. Dans l'actualité des valeurs, L'Oréal an-

nonce la signature d'un accord avec Natura & Co pour l'acquisition d'Aesop, marque australienne de cosmétiques de luxe, accord qui valorise celle-ci à 2,52 milliards de dollars en valeur d'entreprise. Sanofi fait part de la publication des résultats de deux études de phase III sur fittusiran publiées dans The Lancet et The Lancet Haematology, qui montrent son potentiel à répondre aux besoins médicaux de tous les patients atteints d'hémophilie.

Les Bourses chinoises indécises à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert lundi sans direction claire, après l'annonce de mesures aux Etats-Unis pour rassurer sur la solidité du système bancaire, au moment où l'effondrement de

la banque californienne Silicon Valley Bank (SVB) suscite l'inquiétude. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 0,48% à 19.411,88 points.

De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai était quasi stable à 3.228,12 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,30% à 2.081,01 points.

JAPON

La Bourse de Tokyo en mini-hausse, le pétrole se stabilise

La Bourse de Tokyo évoluait en légère hausse mardi 4 avril matin, ralentie par le bond des prix du pétrole la veille qui a fait craindre des répercussions sur l'inflation, même si les cours de l'or noir semblaient désormais se stabiliser. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,17% à 28.236,17 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix stagnait (+0,05% à 2.018,72 points). Les cours du pétrole ont décollé lundi de plus de 6% au lendemain de l'annonce surprise de huit membres

des pays de l'Opep+ de réduire drastiquement leur production d'or noir jusqu'à la fin de l'année, pour soutenir les prix. C'est une potentielle menace pour juguler l'inflation aux Etats-Unis notamment, ce qui avait déjà freiné lundi les Bourses occidentales. Wall Street a ainsi clôturé en ordre dispersé, avec un indice Nasdaq en légère baisse. Compagnies aériennes: les compagnies aériennes japonaises ANA Holdings (-0,74% à 2.857 yens) et Japan Airlines (-0,99% à

2.578 yens) faisaient les frais du rebond des prix du pétrole, qui risque d'augmenter leurs coûts opérationnels. Ces inquiétudes éclipsaient le facteur positif pour leur activité de la levée à partir de ce mercredi des restrictions sanitaires spécifiques pour les voyageurs de Chine arrivant au Japon, qui étaient en place depuis fin décembre. Du côté des devises et du pétrole Le dollar se renforçait par rapport au yen, à raison d'un dollar pour 132,64

yens après 01H00 GMT contre 132,46 yens lundi à 21H00 GMT. La monnaie européenne montait à 144,56 yens contre 144,37 yens la veille, tout en étant stable par rapport au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0900 dollar contre 1,0899 dollar lundi à 21H00 GMT. Le marché du pétrole se calmait mardi matin en Asie: vers 01H00 GMT le baril de WTI américain prenait 0,14% à 80,53 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord gagnait 0,04% à 84,96 dollars.

CHATGPT

Comment Wikipédia envisage d'utiliser l'IA

Wikipédia s'intéresse au potentiel de ChatGPT. Craignant que le chatbot ne produise de fausses informations, l'encyclopédie refuse encore de lui confier la rédaction d'articles. Par contre, l'IA pourrait venir assister les contributeurs en identifiant les contradictions présentes dans certaines pages...

Sous supervision, ChatGPT est capable d'écrire des textes variés, comme des mails ou des messages professionnels sur Slack, des articles de presse ou des livres entiers. De nombreux auteurs se servent d'ores et déjà de l'intelligence artificielle générative pour les assister dans l'écriture d'un roman. Poèmes, prose, rapports... rien ne fait peur au chatbot d'OpenAI.

Dans ces conditions, Wikipédia, la célèbre encyclopédie en ligne, s'intéresse de près au modèle linguistique. Interrogé par l'Evening Standard, Jimmy Wales, cofondateur de Wikipédia, reconnaît volontiers l'immense potentiel de ChatGPT.

« Dans les discussions au sein de la communauté Wikipédia que j'ai pu avoir jusqu'ici, les gens sont prudents – dans la mesure que nous sommes conscients que les modèles existants ne sont pas encore assez bons – mais aussi intrigués parce qu'il semble y avoir beaucoup de possibilités », déclare Jimmy Wales, estimant que « ChatGPT a saisi l'imagination du monde ».

ChatGPT, un gain de temps pour les contributeurs

C'est pourquoi le cofondateur de Wikipédia étudie la possibilité que ChatGPT participe à la correction d'articles destinés à l'encyclopédie. À ses yeux, le chatbot peut surtout s'avérer utile pour améliorer la logique de Wikipédia en repérant les contradictions dans les données. Il arrive en effet trop souvent que deux pages Wikipédia contiennent des informations contradictoires sur une même thématique :

« Je pense qu'il y a des opportunités intéressantes en matière d'assistance à l'humain, si vous aviez une IA qui a été formée sur le bon corpus de données – vous lui dites, par exemple, voici deux entrées de Wikipédia, vérifiez-les et voyez si a des déclarations qui se contredisent et identifient

les endroits où un article semble dire quelque chose de légèrement différent ». D'après l'entrepreneur américain, l'utilisation de ChatGPT pourrait faire gagner beaucoup de temps aux contributeurs de l'encyclopédie. Bien qu'un humain soit capable de repérer les contradictions, celui-ci devrait « lire les deux articles côte à côte et y réfléchir ». En automatisant le processus, la communauté Wikipédia pourrait économiser du temps, avance Jimmy Wales. Ce gain de temps se traduirait à terme par une hausse du nombre d'entrées, gonflant encore la base de données conséquente de l'encyclopédie.

Biais, IA et préjugés

Par contre, l'IA ne peut être utilisée pour éliminer les biais et les préjugés de l'encyclopédie, estime son cofondateur. D'après plusieurs organisations et experts, Wikipédia reproduit en effet tous les biais de la société actuelle. C'est l'une des principales critiques adressées à la plate-forme. Pour l'association des « sans pagEs », l'encyclopédie perpétue notamment les biais de genre, en creusant le fossé entre les hommes et les femmes.

Comme le souligne l'Evening Standard, la plupart des contributeurs de la plate-forme sont des hommes blancs. De facto, les articles Wikipédia rédigés par leurs soins mettent en avant leur propre perspective... au détriment de celle des minorités.

« La majorité des contributeurs sur Wikipédia sont des hommes. C'est déjà une réalité qui influence le contenu. Parce que, dans une société patriarcale, nous ne sommes pas socialisés de la même manière, les hommes et les femmes ont tendance à ne pas écrire sur les mêmes sujets », expliquait Natacha Rault, directrice de l'association des sans pagEs, à Mademoiselle l'an dernier. Conscient des imperfections de l'encyclopédie, Jimmy Wales assure que l'IA est loin d'être une solution. Comme Wikipédia, les agents conver-

sationnels ont aussi tendance à reproduire tous les préjugés de la société :

« Si vous formez une IA sur des données biaisées, elle va juste suivre ce biais, et beaucoup de gens dans le monde de l'IA se concentrent sur ce problème et ils en sont conscients », détaille l'entrepreneur.

Néanmoins, l'intelligence artificielle pourrait servir à identifier les thématiques instinctivement négligées par les contributeurs... ce qui ferait exploser le nombre de pages de la plate-forme collaborative. Cerise sur le gâteau, le coût de ChatGPT est négligeable, précise l'homme d'affaires :

« Utiliser l'IA pour tripler le nombre d'entrées sur Wikipédia n'augmenterait pas nos coûts de fonctionnement de plus de 1 000 £ (NDLR : 1138 euros) par an ».

Les risques d'hallucinations

De l'aveu de Wales, ChatGPT est encore loin d'être autonome. Sans une requête précise, complète et bien structurée, il est impossible que l'intelligence artificielle produise un texte de qualité. À ce stade, l'IA a encore besoin d'un humain pour la guider dans la rédaction :

« Je pense que nous sommes encore loin de : "ChatGPT, s'il vous plaît écrivez une entrée Wikipédia sur la construction de l'État impérial", mais je ne sais pas à quelle distance nous en sommes, certainement plus près que je ne l'aurais pensé il y a deux ans ».

De plus, le chatbot a souvent tendance à « halluciner ». Quand l'IA ne trouve pas la réponse à certaines questions, elle génère parfois des informations erronées pour combler les vides. Il arrive ainsi que les textes produits avec ChatGPT soient criblés d'inexactitudes ou d'absurdités. C'est aussi le cas de GPT-4, la dernière mise à jour du modèle de langage, que nous avons testé. Jimmy Wales en est conscient.

LA FOLLE ASCENSION

DE FLORENTAISE

L'entreprise familiale qui a fait du terreau de l'or noir

Avec l'arrivée des beaux jours, les sachets de graines et accessoires de jardinage commencent à faire leur retour dans les rayons des grandes surfaces et magasins spécialisés. Mais le printemps marque cette année une date très importante pour le leader du terreau en France, à qui l'on doit la vente, sous différentes marques, de près d'un sac sur cinq auprès du grand public. Ce mercredi, l'entreprise Florentaise vient en effet d'annoncer son introduction sur la Bourse de Paris.

La discrète entreprise familiale lancée il y a 50 ans, dont le siège social est installé à Saint-Mars-du-Désert près de Nantes, n'en finit plus de pousser. Avec une croissance fulgurante depuis quelques années, elle a réalisé 57,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022 et vise le double d'ici à cinq ans. « Nous voulons désormais devenir la référence mondiale des terreaux bas carbone », annonce le PDG Jean-Pascal Chupin, 61 ans. Et pour quoi pas, même, le leader. »

Remplacer la tourbe par de l'écorce de bois

Quand on plonge la main dans l'une des 600 références de terreau, un indispensable pour se lancer dans un potager ou le fleurissement de son balcon, la matière est plus légère et moins sombre qu'attendu. Une caractéristique des produits Florentaise (245 salariés) qui a fait du « terreau sans tourbe » son cheval de bataille, au nom de la réduction de l'impact carbone. « La tourbe, c'est 60 % de la composition du terreau dans le monde. Mais les tourbières, ces zones humides qui détiennent la moitié de la biodiversité, n'occupent que 3 % de la surface du globe, explique Jean-Pascal Chupin. Ces importants réservoirs de carbone sont aujourd'hui fortement détériorés par cette extraction. ».

WHATSAPP

Meta prépare la fonction de confidentialité que vous attendez tous

La maison mère de WhatsApp est en train de plancher sur une nouvelle option de confidentialité permettant de cacher certaines conversations et d'en verrouiller l'accès.

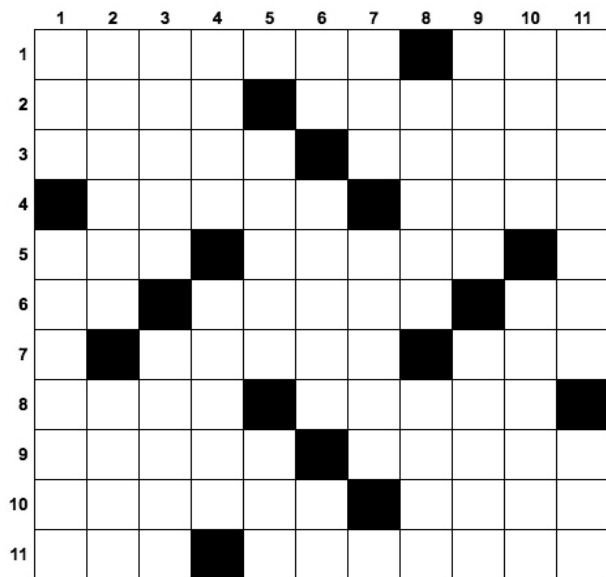
WhatsApp pourrait bientôt vous permettre de verrouiller l'accès à certaines de vos conversations. Dans une récente version bêta de l'application Android, le site WABetaInfo, toujours très bien renseigné quand il s'agit de WhatsApp, a découvert dans la messagerie plusieurs indices allant en ce sens. D'après les captures d'écran publiées par WABetaInfo, Meta serait en train de travailler sur une nouvelle option permettant de verrouiller l'accès à certaines conversations. Ce nouveau système de protection permettrait ainsi de bloquer l'accès aux messages, mais aussi aux contenus multimédias (photos, vidéos, documents) de vos discussions grâce à un code PIN ou au capteur d'empreinte intégré au smartphone. Si le site ne le précise pas, il y a de fortes chances pour que

cette nouvelle fonctionnalité prenne également en charge la reconnaissance faciale sur les appareils embarquant une telle option. Pour verrouiller l'accès à vos discussions les plus privées, WhatsApp aurait prévu d'intégrer cette nouvelle option directement dans les informations de la conversation. Une fois qu'une conversation est ajoutée à la liste des discussions verrouillées, elle ne sera accessible que depuis une section dédiée à celles-ci. Par ailleurs, leur ouverture ne sera possible qu'après une authentification de votre part, à l'aide d'un code PIN ou d'une reconnaissance biométrique. A priori, aucune autre option n'est prévue pour ouvrir une discussion verrouillée. Par ailleurs, afin d'assurer une sécurité optimale au contenu de ces conversations verrouillées, WhatsApp affichera une notification invitant à supprimer le contenu de celles-ci dans le cas où l'authentification de l'utilisateur a échoué un trop grand nombre de fois.

Grâce à cette couche de sécurité

additionnelle, WhatsApp renforce encore un peu plus son arsenal visant à protéger la confidentialité de ses utilisateurs. L'application de messagerie instantanée, qui chiffre de bout en bout l'ensemble des conversations, propose déjà une option similaire permettant de verrouiller complètement l'ouverture de l'application. Au début de l'année 2019, WhatsApp avait, en effet, introduit une option permettant de déverrouiller l'application en utilisant Touche ID, le capteur d'empreinte de l'iPhone, ou Face ID, le module de reconnaissance faciale du smartphone d'Apple. À la fin 2019, WhatsApp avait mis à jour son application sur les smartphones Android pour y introduire cette même option.

Pour l'heure, aucune date de disponibilité de cette nouvelle option de confidentialité n'est connue. Toutefois, cette nouvelle option, dont le développement semble plutôt bien avancé, pourrait arriver assez rapidement dans une prochaine mise à jour de l'application.

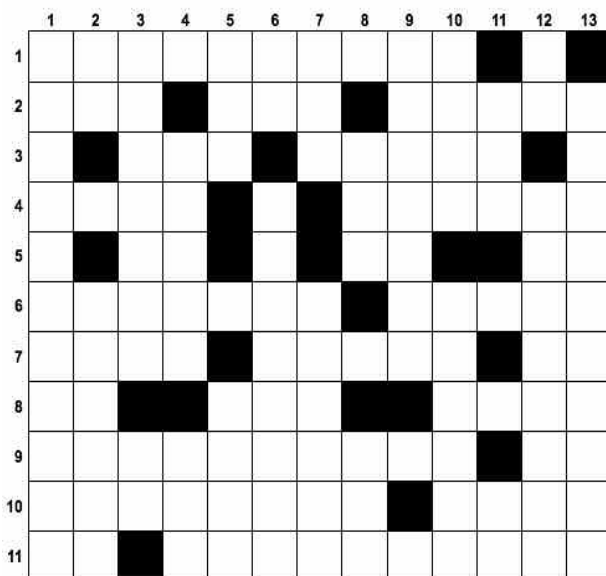


Horizontalement

1 Mener droit à la jambe de bois!- Rempli de noeuds ou de malices.2 Tous les arrêts réunis !- Alcoolisera son chagrin.3 Appellation d'origine contrôlée.- Se servir du 9v-2.
4 Hurler parfois.- Met à mal la virgule.5 Une offre qui impose l'échange.- Annoncent une dissolution, voire une destruction!6 Le D de Guido.- Ils ont des corps de cochon.- Par la bouche, brièvement!7 Cour de la Casbah.- Niveau de jauge du sannyasin!8 Le fils d'Anatole.- Élément du quartier des mineurs.9 Assurer un bon rapprochement.- Me prends pour Cézanne.10 Signal de départ.- Fait le tour de la chambre.11 Flotte au-dessus de la crème.- Réduire le candi.

Verticalement

1 Trois cardinaux pour un Dieu.- Fort clair en effet!2 En pince pour des vaisseaux.-
A doublé un acteur.3 Impressionnante pour Perdita.- Indispensable à l'autostoppeur.
4 A carrément mit de côté!- Représentatif d'un grand nombre!5 Juge, éclaire, ou ne brille pas.- Un subjonctif marrant.6 N'est pas supérieure aux instituteurs.- Séquence de film.- Pattes de coing.7 Manche avec un mort.- Primeur de canard.8 Airs marins.- Son abîme est plombé!9 Palindrome de genres.- Allonge au bout.10 Palmier à la noix.- Comme la feuille du précédent.11 Danseur canadien.- Ce n'est pas forcément acide.

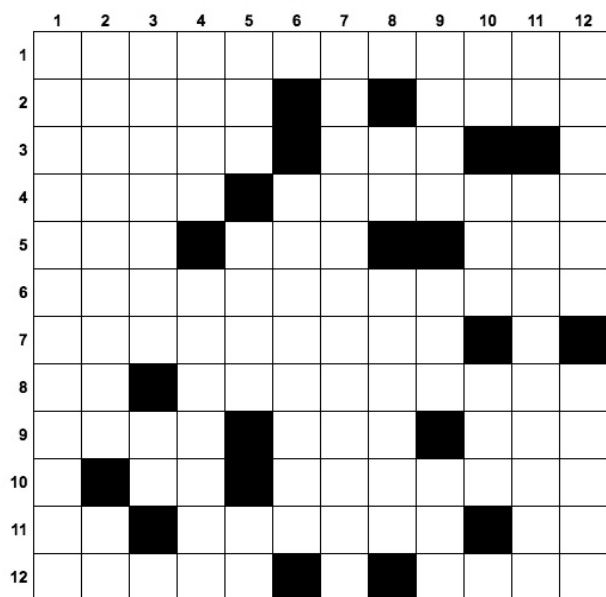


Horizontalement

1 [Le cuir est son domaine].2 En avant !- Piécette.- Entoure la grande ville.
3 Fut apte.- Qui s'y frotte s'y pique.4 Vallées inondées.- Peau de l'arbre.
5 Roulement de tambour.- Adverbe de lieu.- Petit cours.6 Utilisateurs.- Vagabonder.
7 Cime.- Prénom de Manaudou.- 3ème note.8 Dans le coup.- Larcin.- Existences.
9 [Décorateur de vitrines].- Hors de portée.10 S'amusera.- Finauderie.11 Pronom réfléchi.- [Ils ne font plus un tabac].

Verticalement

1 [Ils nous sortent leurs tripes].2 Alternative.- Humée.
3 Retapât.- Argent du labo.4 Emploi.- Shoot aérien.5 Ancienne armée.- Coûté.
6 Drame japonais.- [Sa règle d'or est d'être réglé].7 Dévêtue.- Maculera.
8 Hareng en caque.- Arbre d'Inde.9 [Petit commerçant alimentaire].
10 Ville du Nevada.- Dos.11 Transport parisien.- Do.
12 Expression de joie.- Laitéuse.
13 [Ils nous font part de leurs pensées].



Horizontalement

1 Amoureuse d'un Abbé.2 Se laisse abriter au risque de passer pour une bille.- La belle Emilienne.3 Il n'a qu'à s'écraser pour éviter les liaisons dangereuses.- Sans voix.4 Faisait preuve de verve quand il avait le barreau.- A la limite, il peut nous tenir à l'oeil, pas plus!5 Anti-occident.- Pour mettre du choeur à l'ouvrage.- Son roman chante la Normandie.6 Croisière à quai pour le bonheur des dames.7 Faisons la barbe.8 Patron pour un jour.- Pas urbaines mais pas forcément rurales.9 Saint de la joie.- Lumières de la ville.- Donc voulut?10 Après guerre, avant paix.- Puante, pourtant personne ne peut la sentir.11 Divinité rayonnante.- Aspirateur à eau.- Article d'importation.12 Il met le fa tout près du sol.- Inspirateur du peuple.

Verticalement

1 Viennoise qui est devenue une célèbre femme d'affaire.2 Bien faisante.- Se hâte lentement.3 Savoir d'où elle vient, c'est pour elle une question de bon sens.- Presqu'île.4 Enlevées.- Guère ceintes.5 Un peu trop basse.- Bleue à Broadway ?- Cet article est made in France.6 Pas forcément courageux.7 Tour du savoir.8 Agrément du Sud.- Signifiant insignifiant.9 Chasseur d'espions.- Ne tirez pas sur lui.- Si ce n'est lui, c'est donc sa soeur.10 Premier cours de France.- Sommet corse.- Objet olfactif de tout petit.11 Pour Porthos et pour tous.- Ont foison de toison.12 Finit généralement avec des ardoises!- Sans bouger, elle fait pourtant de sacrées bornes !

FERRARI PUROSANGUE (2023)

Pourquoi ses arches de roues sortent du lot ?

Le Purosangue, le « Super SUV » de Ferrari, propose des pièces fonctionnelles en fibre de carbone, comme ses arches de roues, qui dépassent tout ce que vous pourriez trouver sur n'importe quel autre SUV...

Le Purosangue est le premier SUV du mythique constructeur italien. Il a fait couler beaucoup d'encre, mais au final il est bien difficile de lui nier son blason.

Avec un design tendu et fastback, son long capot cachant un V12 atmosphérique, quatre portes, une hauteur de caisse accrue et de grandes jantes, il n'a rien d'un banal SUV.

PAS UNE SIMPLE PROTECTION

Cependant, comme tous les autres SUV, il affiche les accastillages attendus d'un baroudeur avec des passages de roue soulignés de noir.

Mais ne vous y trompez pas, il ne s'agit pas ici de ces basiques revêtements en plastique noir que tout le monde aime détester.

Examinez attentivement le Ferrari Purosangue et vous remarquerez immédiatement que ses arches de roue sont en fait légèrement éloignées de la carrosserie pour former un look « flottant ».

De plus, elles sont fabriquées à partir de fibre de carbone, et non de plastique, et sont entièrement fonctionnelles, réduisant la traînée et la portance en envoyant de l'air le long des côtés de la voiture.

Ces arches ont des persiennes orientées vers l'avant qui fonctionnent en conjonction avec les bords extérieurs du

pare-chocs avant pour former un « rideau d'air » sur les roues avant. Cela maintient le flux d'air au plus proche de la roue afin de diminuer les turbulences créées par cette dernière en le gardant au plus proche de la carrosserie.

UN VRAI TRAVAIL AÉRODYNAMIQUE

Deuxièmement, les conduits d'admission au-dessus des feux de jour canalisent l'air à travers les arches avant pour réduire la pression dans les passages de roue qui, autrement, provoqueraient une portance.

Cet air est ensuite extrait à travers plusieurs persiennes à l'arrière de l'arche. En prime, ces conduits d'admission dans les feux traversent également le compartiment moteur, où ils canalisent de l'air chaud supplémentaire vers les arches.

Les arches arrière ne sont pas en reste et ont également des ouvertures, mais celles-ci aspirent l'air du passage de roue. En raison de leur forme, elles fonctionnent également pour réduire la traînée en améliorant le point de détachement du flux d'air des côtés de la carrosserie.

Sur la Ferrari Purosangue, les arches de roues ne sont pas là simplement pour lui donner un aspect plus « robuste » mais leur forme a réellement une fonction.

Tesla lance un chargeur de voitures électriques inspiré du Cybertruck

Le Cybervaul est une wallbox destinée à la recharge de véhicules électriques au design détonnant et à la puissance décevante.

Le nouveau chargeur mural de Tesla ne ressemble à aucun autre et pour cause, il a des allures de Cybertruck. Cybervaul, c'est son nom, est une wallbox pour l'instant uniquement destinée au marché chinois et dont la puissance fait déjà débat. Après plusieurs jours de teasing sur Weibo, le principal réseau social chinois, Tesla a levé le voile sur sa dernière production : un chargeur mural destiné à la recharge de véhicules électriques, mais en réalité réservé aux seules Tesla puisque seules les voitures de la marque sont compatibles avec cet équipement. En ce sens, le Cybervaul est très différent de la wallbox que Tesla vend en Europe et qui peut être utilisée avec tout type de véhicule électrique ou hybride.

Cette limitation technique est en réalité un choix complètement assumé de la part du constructeur qui voit dans le Cybervaul autant un objet de « déco » qu'une wallbox pratique. D'ailleurs, dans sa conception, ce chargeur mural ne ressemble à aucun autre. Il prend la forme d'une grosse armoire métallique verrouillée par un code et qui dispose par défaut d'un câble Tesla classique. Ce connecteur étant monophasé et limité à 32 ampères, sa puissance maximale n'excèdera pas 7,4 kW. C'est là la principale limitation du dispositif sachant que des chargeurs montés en triphasé (toujours à 32A) peuvent atteindre 22 kW de puissance de charge.

Moins de 1 000 euros pour une chute de Cybertruck

En dehors de l'esthétique, ce Cybervaul a-t-il un réel intérêt ? Dans la mesure où sa puissance est limitée, le véritable avantage du nouveau chargeur mural, outre d'aider à patienter en attendant le Cybertruck, c'est son aspect sécurisé. Il s'agit d'une armoire fermée, solide en apparence qui permet de mettre à l'abri son connecteur.

L'autre avantage du Cybervaul par rapport au Wall Connector, le chargeur mural classique de Tesla, c'est son prix. En effet, le tarif de 5 500 yuans indiqué en Chine équivaut à un prix de 730 euros environ, soit 200 euros de moins que la solution de charge actuelle. Néanmoins, le Cybervaul apparaît comme un produit plus limité que ce soit au niveau de sa compatibilité ou de ses capacités.

SUV

Quel modèle se vend le mieux en 2023 ?

Quels modèles de SUV se vendent le plus en France en 2023 ? Découvrez le top 20 des meilleurs vendeurs du segment sur le marché hexagonal au terme du mois de mars.

Chaque mois de l'année 2023, l'Auto-Journal fait le point sur l'état du marché automobile en France.

Chaque segment est représenté dans ces colonnes, des voitures neuves, quelque que soit leur format ou motorisation, aux véhicules électriques et hybrides rechargeables, en passant par les SUV.

Sur les trois premiers mois de l'année, le marché hexagonal a été garni de 420 888 immatriculations supplémentaires, en croissance de 15,20%, selon les données collectées par la CCFA (Communauté des Constructeurs Français d'Automobiles).

182 713 voitures particulières neuves se sont immatriculées en mars 2023 en France, soit une hausse de 24,23% par rapport à 2022.

Leader du marché hexagonal sur la quasi-totalité



des segments, Peugeot repart du bon pied en 2023 avec le 2008, écoulé à 13 109 unités début janvier. Le roi des ventes 2022 devance toujours le Renault Captur (11 250) et le Peugeot 3008 (9 542), ses plus sérieux rivaux sur le segment.

LE TOP DES MEILLEURS SUV EN FRANCE

Découvrez ci-dessous le classement des 20 SUV neufs les plus vendus de France

Peugeot 2008 II : 13 109 exemplaires (3.1 %)

• Renault Captur II : 11

250 exemplaires (2.7 %)

• Peugeot 3008 II : 9 542 exemplaires (2.3 %)

• Tesla Model Y : 9 364 exemplaires (2.2 %)

• Dacia Spring (SUV compact) : 8 264 exemplaires (2.0 %)

• Dacia Duster II (SUV compact) : 7 987 exemplaires (1.9 %)

• Toyota Yaris Cross : 7 784 exemplaires (1.8 %)

• Renault Austral (SUV compact) : 7 371 exemplaires (1.8 %)

• Citroën C5 Aircross : 6 655 exemplaires (1.6 %)

• Renault Arkana : 6 433 exemplaires (1.5 %)

• Citroën C3 Aircross : 5

433 exemplaires (1.3 %)

• Ford Puma : 4 991 exemplaires (1.2 %)

• Volkswagen T-Roc : 4 746 exemplaires (1.1 %)

• Nissan Qashqai III : 4 641 exemplaires (1.1 %)

• Hyundai Tucson III : 4 604 exemplaires (1.1 %)

• Citroën C4 III : 4 365 exemplaires (1.0 %)

• Peugeot 5008 II : 4 302 exemplaires (1.0 %)

• Volkswagen T-Cross : 3 791 exemplaires (0.9 %)

• Toyota CH-R : 3 530 exemplaires (0.8 %)

• Kia Sportage : 3 383 exemplaires (0.8 %)

Les États-Unis vont maintenir leurs livraisons de GNL à l'UE en 2023

Les États-Unis et l'UE ont indiqué mardi vouloir maintenir à «un niveau élevé» en 2023 les livraisons aux Européens de gaz naturel liquéfié (GNL), dont le doublement l'an dernier a aidé les Vingt-Sept à réduire leur dépendance aux hydrocarbures russes. À la suite de l'invasion de l'Ukraine, Washington et Bruxelles «ont travaillé comme jamais auparavant pour aider à rendre l'Europe plus sûre sur le plan énergétique», a déclaré le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken lors d'une rencontre avec le chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell. Les États-Unis ont exporté en 2022 quelque 56 milliards de mètres cubes de GNL vers l'UE, contre 22 milliards en 2021, soit un bond de 140%, s'est félicité Antony Blinken.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 05 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ALGÉRIE-JORDANIE Renforcer la coopération bilatérale

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a reçu lundi dernier à Alger, l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie à Alger, M. Chaker Attallah El Amouch avec qui il a examiné l'état des relations bilatérales et la volonté commune de renforcer la coopération conjointe, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a été l'occasion pour les deux parties de passer en revue les relations bilatérales et d'affirmer la volonté commune des dirigeants des deux pays frères de renforcer la dynamique positive ayant marqué récemment la coopération conjointe, ajoute le communiqué.

Les deux parties ont salué "le bond remarquable" enregistré dans les relations algéro-jordanien à l'issue de la visite d'Etat effectuée par le souverain jordanien, Abdallah II Ben Al Hussein les 3 et 4 décembre 2022 en Algérie et les décisions importantes qui s'en sont suivies englobant la signature de plusieurs conventions ayant permis d'asseoir les fondements d'une coopération future dans plusieurs domaines prometteurs, comme les industries pharmaceutiques, le tourisme, l'énergie et le phosphate, outre la formation et l'entraînement dans le domaine militaire.

Les deux responsables ont souligné, dans ce sens, "l'importance de bien préparer la 9e session de la commission mixte prévue à Amman en juin prochain pour préserver cette dynamique positive et la renforcer davantage à l'avenir", ajoute le communiqué du ministère. Dans ce contexte, M. Belani a remercié le diplomate jordanien pour "le grand intérêt accordé par les autorités jordanien à la promotion de la coopération avec l'Algérie", en témoignent, a-t-il dit, les visites intensives menées par des responsables jordanien de haut niveau et des représentants de plusieurs secteurs en Algérie.

M. Belani a souligné que les autorités algériennes apprécient hautement et partagent cette démarche au regard des relations fraternelles existant depuis toujours entre les deux pays et les deux peuples frères, et sur la base de leurs efforts visant à renforcer l'action arabe commune dans le cadre de leur unionification des rangs de la nation face aux dangers de la polarisation que connaît le monde.

Les deux parties ont par ailleurs échangé les vues et analyses sur plusieurs questions régionales et internationales d'intérêt commun, à leur tête la question palestinienne marquée par les violations systématiques commises par l'occupant sioniste contre le peuple palestinien sans défense.

Les deux parties ont également exprimé leur "satisfaction quant à l'évolution positive des relations de la Syrie avec de nombreux pays arabes frères", selon la même source.

A cet égard, M. Belani a rappelé les efforts inlassables consentis par l'Algérie sous la direction du Président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, pour permettre à la Syrie, pays frère de réintégrer le rang arabe. Il a réitéré à ce propos "la demande de l'Algérie pour permettre à la République arabe syrienne de retrouver sa place à la Ligue arabe et de jouer son rôle pionnier et authentique au sein du système d'action arabe commune", selon le même communiqué.

PARLEMENT

Le président de l'APN reçu par le président ivoirien à Abidjan

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a été reçu par le président de la République de Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, aux côtés des autres présidents de parlements et des chefs des délégations participant à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale ivoirienne, indique, mardi, un communiqué de l'APN. Lors de cette rencontre qui a eu lieu au palais présidentiel à Abidjan, le président de

l'APN a transmis au président Ouattara, les salutations et les vœux du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui lui a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des relations bilatérales entre les deux pays et son aspiration à des perspectives prometteuses à l'avenir", précise la même source.

"Le président Ouattara a remercié les présidents des parlements et les chefs des délégations d'avoir honoré son pays par leur présence,

et les a chargés de transmettre ses salutations à ses homologues, les présidents de leurs pays", ajoute la même source.

Il a également saisi l'occasion pour présenter sa vision sur le développement du continent africain et le renforcement des moyens de coopération entre les pays africains, notamment en activant la zone de libre-échange au service du développement et de la stabilité de la région", conclut le communiqué.

CAPITAL-RISQUE

Les investissements dans les start-up africaines ont chuté de 57%

Disrupt Africa estime que les start-up africaines commencent à ressentir l'impact des incertitudes macro-économiques mondiales qui pèsent sur la capacité des investisseurs à se projeter à moyen et long terme.

Les fonds de capital-risque ont injecté 649,3 millions de dollars dans les start-up africaines au cours du premier trimestre 2023, un montant en baisse de 57,2% par rapport à la même période de 2022, selon des données publiées, lundi 3 avril, par la plateforme d'information spécialisée Disrupt Africa. Le nombre des start-up actives sur le continent ayant reçu des financements de la part des firmes de capital-risque, entre le 1er janvier et le 31 mars de l'année en cours, s'est limité à 87 jeunes pousses contre 175

durant la même période de l'année écoulée, a-t-on précisé de même source.

La levée de fonds de 100 millions de dollars réalisée par la start-up de mobilité Planet42 et le financement de série B de 35 millions de dollars obtenu par la fin-tech Lulalend figurent parmi les plus importantes transactions enregistrées au premier trimestre 2023. Disrupt Africa note dans ce cadre que les start-up africaines commencent à ressentir l'impact des incertitudes macro-économiques mondiales qui pèsent sur la capacité des investisseurs à se projeter à moyen et long terme, notant que si la trajectoire actuelle se maintient, les pépites de la tech africaine risquent de faire face à un important tarissement des financements cette année.

R I

JUSTICE

L'ancien ministre Abdelmalek Boudiaf condamné à 7 ans de prison ferme

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, mardi, l'ancien ministre Abdelmalek Boudiaf à une peine de sept (7) ans de prison ferme, assortie d'une amende de 4 millions Da.

Abdelmalek Boudiaf est poursuivi pour enrichissement illicite, blanchiment d'argent et recel dans le cadre d'un groupe criminel, outre l'octroi d'avantages injustifiés lors de la conclusion de contrats et de marchés.

Le fils d'Abdelmalek Boudiaf a également été condamné à 4 ans de prison ferme, tandis que sa fille a été condamnée à 18 mois de prison avec sursis. L'épouse de l'accusé principal a, quant à elle, été acquittée.

La même instance a prononcé également une peine de 18 mois de prison ferme contre l'ancien directeur général par intérim de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), M'hamed Ayad. Des peines allant de l'acquittement à 4 ans de prison ferme ont été prononcées à l'encontre des autres accusés dans cette affaire.